

cyberpresse.ca

LA PRESSE

UN NOUVEAU DÉPART

Chrysler sous la protection de la loi sur les faillites

CONSOmmATEURS > 5 QUESTIONS POUR Y VOIR PLUS CLAIR
LA PRESSE AFFAIRES PAGES 1 À 3



GRIPPE PORCINE BRANLE-BAS AU QUÉBEC

- > Un premier cas confirmé
- > Un million de masques livrés
- > Une demande accrue du médicament Tamiflu
- > Et un nouveau nom pour le mal : **GRIPPE A (H1N1)**

POUR MIEUX COMPRENDRE PAGES A2 À A4

Un voyageur a pris ses précautions, hier, à l'aéroport de Fort Worth, au Texas, un État où l'on compte une vingtaine de cas confirmés. PHOTO REUTERS

SHDM > Gérald Tremblay dans la tourmente

LE SCANDALE A UNE VILLE

Cette administration est discréditée

Vivement la police...
YVES BOISVERT PAGE A5

RAPPORT SECRET
LE MAIRE PLAIDE L'IGNORANCE

ANDRÉ NOËL PAGE A6

Qui ment?

Le DG ou le maire?
MICHÈLE OUMET PAGE A7

Il faut un autre maire

L'ÉDITORIAL DE NATHALIE COLLARD
FORUM PAGE A18



Gérald Tremblay a répondu hier aux questions des journalistes.
PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

INTERNET

DES ÉCOLES COUPENT LE SANS-FIL

Une ville française bannit l'internet Wi-Fi pour réduire l'exposition des enfants aux ondes électromagnétiques

NOTRE CORRESPONDANT MARC THIBODEAU RACONTE EN PAGE A16

LUTTE CONTRE LES GAZ À EFFET DE SERRE

OTTAWA VEUT RALENTIR WASHINGTON

FRANÇOIS CARDINAL PAGE A15

CONGRÈS DU PLC MERCI M. HARPER



Le congrès du Parti libéral du Canada s'est ouvert hier dans l'enthousiasme et dans l'unité. Grâce à qui? En grande partie grâce à un seul homme: le premier ministre conservateur, affirme avec une pointe d'ironie le chef du PLC, Michael Ignatieff. « Qui l'aurait cru? Une partie du mérite revient à mon principal adversaire, M. Harper », a déclaré M. Ignatieff aux journalistes. **JOËL-DENIS BELLAVANCE PAGE A10**

AU CANADA, 30% DE L'EAU POTABLE CONSOMMÉE DANS UNE MAISON PASSE PAR... LES TOILETTES!
Source: Réseau environnement

VENEZ VIVRE AQUA
CENTREDESSCIENCESDEMONTREAL.COM



Mon clin d'œil **STÉPHANE LAPORTE**
La grippe porcine est en train de s'installer, elle a maintenant un code postal : A H1N1.
Venez voir mon blogue! cyberpresse.ca/laporte

CLUB PISCINE SUPER Fitness

CHLORE EN GRANULES **16 kg**
PRIX SUGGÈRE **69⁹⁹**
RABAIS DE **- 20⁰⁰**

49⁹⁹

SUPER SPÉCIAL CHLORE
POUR UN TEMPS LIMITÉ!
À L'ACHAT DU CHLORE 16 kg

+ GRATUIT

- SERVIETTE DE PLAGE
- SAC ENVIRONNEMENTAL
- BOUTEILLE D'ANALYSE D'EAU

20⁰⁰ DE VALEUR

Fait le Petit Été!

CLUB PISCINE SUPER Fitness
www.clubpiscine.ca

Ces promotions ne peuvent pas être jumelées à aucune autre promotion et sont valables jusqu'au 18 mai 2009 ou jusqu'à épuisement des stocks. Les produits et promotions peuvent varier d'un magasin à l'autre et ne sont pas applicables dans les Centres de liquidation, voir détails en magasin. Photos à titre d'illustration seulement. Malgré le soin apporté lors de l'impression de cette annonce, certaines erreurs ont pu s'y glisser. Si tel est le cas, nous vous en ferons part dans nos succursales.

L'ÉPIDÉMIE DE GRIPPE PREND DE L'AMPLEUR



Dans un hôpital de la ville de Mexico, une femme quitte l'aire réservée au traitement des malades touchés par la grippe A (H1N1). Le Mexique demeure le pays le plus touché par l'épidémie.

UN CAS AU QUÉBEC

La grippe A (H1N1) – nouveau nom donné à la « grippe porcine » – continue de progresser. Hier, les autorités médicales ont confirmé qu'un cas d'infection au virus avait été détecté au Québec. Le déploiement d'un plan d'action est en cours partout au pays.



PASCAL BRETON

La multiplication des cas suspects le laissait présager, c'est maintenant confirmé: un premier cas d'infection au virus de l'influenza H1N1 a été détecté au Québec.

Selon nos informations, il s'agit d'un Montréalais au début de la trentaine qui s'est présenté au cours des derniers jours aux urgences de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont. Il revenait d'un voyage au Mexique.

« La personne n'a pas été hospitalisée. Elle se rétablit actuellement à la maison », a indiqué la porte-parole du ministère de la Santé et des Services sociaux, Dominique Breton.

Elle refuse toutefois de confirmer quelque information que ce soit au sujet de la personne atteinte, si ce n'est qu'elle est de la région de Montréal.

Ce premier cas au Québec a été confirmé en fin de journée, à l'issue de la conférence de

presse quotidienne organisée par Québec.

Le directeur de la protection de la santé publique au ministère, le D^r Horacio Arruda, s'est approché du directeur national de santé publique, le D^r Alain Poirier, pour lui glisser une information à l'oreille.

« On m'informe à l'instant que le laboratoire d'analyse de Winnipeg vient de nous confirmer un premier cas d'infection au virus d'influenza H1N1 », a aussitôt déclaré le D^r Poirier.

Pas question toutefois de faire état des cas potentiels qui font l'objet d'analyses en laboratoire, a-t-il dit. Seuls les cas confirmés seront divulgués.

34 cas confirmés au Canada

Le virus de la grippe porcine – qu'il faut désormais appeler virus de la grippe A (H1N1) – a continué sa progression au Canada hier. On dénombre maintenant 34 cas confirmés à l'échelle du pays: la Colombie-Britannique en compte onze, l'Ontario et la Nouvelle-Écosse en recensent huit chacun et l'Alberta en compte six.

Après que l'Organisation mondiale de la santé eut relevé mercredi son niveau d'alerte à la

pandémie à 5 sur une échelle de 6, les autorités canadiennes se voulaient rassurantes hier.

Le déploiement du plan d'action est en cours partout au pays. Les autorités s'appliquent à surveiller et à répertorier les cas. De la recherche est aussi en cours pour développer un vaccin et des réserves d'antiviraux seront disponibles en cas de besoin.

Une campagne de sensibilisation nationale sera aussi lancée aujourd'hui pour informer la population des moyens à prendre pour se protéger.

« Notre objectif est d'informer les Canadiens sur ce qu'ils doivent savoir et de les préparer pour ce qui est à venir », a déclaré l'administrateur en chef de la santé publique, le D^r David Butler-Jones. Il a ajouté que « le Canada est l'un des pays les mieux préparés pour faire face à une pandémie ».

Au Québec aussi, le ton rassurant était de mise hier. La priorité va à la surveillance des cas de contamination.

« Nous en faisons plus qu'attendu, d'abord parce qu'il y a toujours beaucoup d'inconnues sur le virus et aussi parce que, pour n'importe quel début d'infection, nous avons besoin d'avoir

de l'information, donc de mieux surveiller », a déclaré le D^r Alain Poirier.

Le suivi des premiers cas confirmés se fera d'ailleurs de façon plus intense que celui des suivants (le cas échéant), puisque c'est au début de l'écllosion qu'il est primordial d'amasser de l'information.

Pour le moment, les mesures de précaution universelles, comme le lavage des mains, s'appliquent. Il n'est pas nécessaire de demander aux gens de demeurer à la maison s'ils reviennent du Mexique, a souligné le coordonnateur gouvernemental de la sécurité civile, Michel C. Doré. « Il n'y a donc pas de mesures particulières pour les employés de l'État. Les conditions de travail usuelles sont maintenues. Il n'y a pas d'exclusion ou de retrait de personnel. »

Certaines sociétés, dont Loto-Québec et Hydro-Québec, ont en effet demandé à leurs employés de demeurer quelques jours à la maison si leurs proches ou eux revenaient du Mexique. L'Université Laval et l'Université de Montréal ont fait de même.

Onze pays touchés

En rehaussant son niveau d'alerte à 5, l'Organisation

mondiale de la santé considère maintenant qu'une pandémie est imminente.

« Pour le moment, rien dans les données épidémiologiques ne nous indique qu'il faudrait rehausser le niveau d'alerte à 6 », a déclaré hier le numéro 2 de l'OMS, le D^r Keiji Fukuda.

Au moment de mettre sous presse, les plus récentes données faisaient état de près de 500 cas confirmés, dont 13 décès, dans 11 pays.

Le Mexique compterait 312 cas confirmés, dont 12 décès.

Aux États-Unis, les CDC (Centers for Disease Control and Prevention) rapportent pour leur part au mois 120 cas confirmés dans 15 États américains, en plus d'un décès, celui d'un bambin au Texas.

CYBERPRESSE.CA

GRIPPE

Suivez l'évolution de la grippe A (H1N1) sur cyberpresse.ca/grippe

L'ÉPIDÉMIE DE GRIPPE PREND DE L'AMPLEUR



PHOTO DARIO LOPEZ-MILLS, ASSOCIATED PRESS

avec 312 cas confirmés, dont 12 décès.

La grippe A (H1N1) en questions

JUDITH LACHAPELLE

Q Doit-on encore parler de grippe « porcine » ?

R Tout dépend du point de vue. Le premier Mexicain à attraper le virus côtoyait probablement un porc infecté, qui avait lui-même attrapé le virus d'un oiseau. C'est le mode de transmission classique. Mais maintenant que le virus s'attrape d'humain à humain, il est moins approprié de parler de grippe porcine. Les producteurs de porc, en tout cas, aimeraient bien qu'on cesse de l'appeler ainsi! Et le Mexique déploie tous les efforts diplomatiques possibles pour empêcher qu'on l'appelle « grippe mexicaine ». L'appellation « grippe nord-américaine » commence à s'imposer, tandis que la Commission européenne parle du « nouveau virus de la grippe ». Hier, l'OMS a indiqué qu'elle allait désormais parler de « H1N1 influenza A ». Pour l'instant, les autorités canadiennes parlent toujours de grippe porcine.

Q Pourquoi le virus semble-t-il plus virulent au Mexique que dans les autres pays ?

R C'est l'une des grandes inconnues de cette souche que les scientifiques ne peuvent pas encore expliquer. Mais il ne faut pas nécessairement en déduire que ça restera ainsi. Selon l'OMS, « il est possible que le spectre clinique de la maladie s'étende d'une affection bénigne à une pathologie sévère ». Sans vouloir alarmer la population, les experts rappellent que la grippe espagnole a commencé par une éclosion modérée au printemps 1918 avant de faire des ravages l'automne venu.

Q Que contenait le vaccin contre la grippe administré l'automne dernier ?

R Il contenait un cocktail de protection contre des influenzas de type B (les plus courantes), et contre des virus de type A, dont

une souche de H1N1. Cette souche est différente de la nouvelle souche virulente qui sévit présentement au Mexique et pour laquelle il n'existe pas encore de vaccin.

Q Y aura-t-il bientôt un vaccin ?

R Préparer un vaccin demande du temps. L'Agence de la santé publique du Canada prévoit que cela prendra six mois. Aux États-Unis, les autorités fédérales ont averti qu'il n'y aura pas assez de vaccins disponibles avant l'automne, au mieux. Il est clair que ce sera trop tard pour certaines victimes. Et les pays riches utiliseront leurs doses avant de les exporter dans des pays plus pauvres. L'OMS a rappelé que les pays riches peuvent s'en tirer avec des cas bénins, alors que la maladie fera beaucoup de victimes dans les pays en développement.

Q Que penser des antiviraux et des antibiotiques ?

R Les antibiotiques, s'ils ne peuvent rien contre le virus de la grippe, peuvent en soigner les complications, comme une pneumonie. Les antiviraux, comme les fameux Tamiflu et Relenza, sont efficaces comme traitement précoce de la grippe. S'ils sont pris dans les 48 heures suivant l'apparition des premiers symptômes (fièvre, toux, douleurs musculaires), ils peuvent les atténuer, raccourcir la durée de la maladie et possiblement prévenir les complications graves de la grippe, écrit l'Agence de la santé publique du Canada. Ils sont en vente sous ordonnance en pharmacie, mais il est inutile de les prendre à titre préventif. Pour prévenir la grippe, les conseils restent les mêmes : se laver les mains avec du savon ou un désinfectant, se couvrir la bouche en cas de toux ou d'éternuements, et rester à la maison en cas de maladie.



PHOTO NAKI HARNIK, ASSOCIATED PRESS

Les antiviraux tels que le Tamiflu sont efficaces comme traitement précoce de la grippe.

PRIORITÉ À LA SURVEILLANCE

PASCALE BRETON

Fermeture des écoles, limitation des rassemblements publics, rappel du personnel de la santé à la retraite: le Québec a prévu plusieurs mesures advenant une pandémie d'influenza. Mais c'est loin d'être le cas actuellement.

L'Organisation mondiale de la santé a haussé à 5 sur une échelle de 6 le niveau d'alerte à la pandémie. Il est clair maintenant qu'un nouveau virus se propage à l'humain, qu'il se transmet de personne à personne, et ce, d'un pays à l'autre.

« Nous sommes bel et bien dans un processus de phase d'alerte pandémique », explique Luce-Andrée Roy, coordonnatrice du bureau des mesures d'urgence pour la santé publique à l'Agence de santé de Montréal.

Mais nous sommes encore loin d'une pandémie mondiale. « Pour arriver à la phase 6, il faudrait qu'il y ait un débordement dans la plupart des pays, que ce soit très intense, qu'il y ait des épidémies partout alors qu'actuellement, les éclosions sont très limitées et il y a très peu de cas confirmés », nuance M^{me} Roy.

Depuis la menace de grippe aviaire, il y a quelques années, les pays ont élaboré des plans d'urgence pour faire face à une éventuelle pandémie. Pour l'instant, c'est la surveillance et la détection des cas potentiels qui prime. « Nous avons demandé à toutes les régions de se préparer », a indiqué le Directeur national de la santé publique, le Dr Alain Poirier.

Les hôpitaux ont une marche à suivre pour identifier les personnes potentiellement infectées par le virus de l'influenza H1N1, en analysant leur risque d'exposition au virus et en détectant des symptômes d'allure grippale.

En prévision d'une pandémie, des centres de mesures d'urgence ont été mis en place, tant au ministère de la Santé que dans les agences régionales et les établissements de santé.

La Sécurité civile est désormais partie intégrante du déploiement du plan d'action. « Au moment où on se parle, on a mis en alerte toutes les organisations régionales de sécurité civile. Tous les ministères et organismes présents en région reçoivent les mêmes consignes », a expliqué le coordonnateur gouvernemental en sécurité civile, Michel C. Doré, lors de la conférence de presse quotidienne organisée par le Québec hier.

En cas de hausse du niveau d'alerte

Si l'OMS devait hausser son niveau d'alerte à la phase 6, d'autres mesures seraient mises en place. Les autorités ouvriraient notamment des centres de soins non traditionnels pour accueillir les malades si les hôpitaux étaient trop débordés.

Le personnel de la santé à la retraite pourrait être mis à contribution. Il faudrait aussi pallier l'absentéisme au travail dû à la maladie.

« Si on arrive à une situation où plusieurs personnes sont affectées dans une région ou dans une municipalité et qu'on est dans l'impossibilité de maintenir certaines fonctions essentielles, des ministères, des organisations, des municipalités voisines peuvent être interpellés pour s'assurer que les services essentiels soient offerts à la population », a précisé M. Doré.

Selon les données du ministère de la Santé et des Services sociaux, une pandémie peut durer de 12 à 18 mois et se caractériser par quelques vagues.

UN MILLION DE MASQUES ÉCOULÉS EN TROIS JOURS

Le manufacturier Formedica, qui fournit des masques chirurgicaux à toutes les chaînes de pharmacies du Québec, a livré près d'un million de masques cette semaine à ses distributeurs québécois, a appris *La Presse*.

Et ça ne fait que commencer. Les clients de l'entreprise de Saint-Laurent ont commandé 3,6 millions de masques supplémentaires. « Disons qu'on fait de bonnes affaires », a dit hier son président, Raymond Fortin. Formedica emballe des masques chirurgicaux jetables reconnus pour filtrer 94 % des particules. Dans les pharmacies québécoises, ils se sont vendus comme des petits pains chauds avec le spectre d'une épidémie de grippe A (H1N1). Plusieurs pharmacies jointes hier par *La Presse* n'en avaient plus en stock.

Pour répondre à la demande, Raymond Fortin, dont les fournisseurs habituels sont en rupture de stock, a réussi à commander 4 millions de masques à une entreprise chinoise. Ceux-ci seront livrés au début de la semaine prochaine. L'Agence de la santé publique du Canada ne recommande pas le port de masque, sauf pour les patients qui souffrent de symptômes de la grippe dans les hôpitaux et le personnel médical qui les soigne. « Nos recherches montrent que le fait de porter un masque ne permet pas beaucoup de réduire la propagation de l'infection et qu'un usage inapproprié pourrait augmenter le risque d'attraper la maladie », a dit mercredi le Dr David Butler-Jones, administrateur en chef de la santé publique. — Catherine Handfield

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS 8	Horaire télévision	ARTS 4
Astrologie du jour	AFFAIRES 11	Loteries	A5
Bourses	AFFAIRES 8 et 9	Petites annonces	AFFAIRES 4 et 10
Décès	AFFAIRES 12	Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Ciel variable en après-midi, maximum 20, minimum 5. AFFAIRES 12

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL ?

commentaires@lapresse.ca

L'ÉPIDÉMIE DE GRIPPE PREND DE L'AMPLEUR

Ruée vers les masques à Mexico

La capitale mexicaine est en rupture de stock

NATHAËLLE MORISSETTE
ENVOYÉE SPÉCIALE
MEXICO

Masques recherchés. À la pharmacie, au supermarché, dans les centres de prévention de la maladie: ils sont quasi introuvables. Mexico est en rupture de stock.

Résultat: dès que des fonctionnaires municipaux s'installent au coin d'une rue pour en distribuer quelques-uns gratuitement, c'est la cohue. Les gens se ruent sur eux pour s'en emparer.

Ce genre de scène s'est d'ailleurs déroulé hier matin en plein cœur du centre historique. Au zocalo — grande place publique — derrière un immense panneau indiquant qu'il y avait distribution de masques, cinq employés de la Ville s'affairaient à remettre aux passants ce qui est maintenant devenu une denrée rare dans la capitale fédérale. Quelque 7500 masques étaient disponibles. Or, les fonctionnaires municipaux n'avaient nul besoin d'interpeller les gens puisque ceux-ci s'empressaient d'aller chercher leur masque. Les automobilistes se mettaient aussi de la partie. Ils ralentissaient près d'eux, baisaient leur vitre et prenaient en vitesse ce précieux morceau de tissu qui aiderait à diminuer les risques de propagation du virus.

« Pouvez-vous m'en donner plusieurs? » implorait la majorité des passants. « Je suis désolé, nous n'en donnons qu'un seul par personne », répondait d'un ton résigné Ezekiel, l'un des employés affectés à la distribution.



PHOTO CLAUDIO VARGAS, AGENCE FRANCE-PRESSE

Sécurité oblige, des touristes en visite au Mexique se font bronzer le visage protégé... par un masque. Le précieux morceau de tissu aiderait à diminuer les risques de propagation du virus de la grippe A (H1N1). Il est si populaire que les pharmacies sont en rupture de stock, ouvrant la porte à un marché noir de revente de masques.

Pourquoi rationner ainsi les gens? Nous voulons éviter que certains les prennent pour ensuite les revendre, explique-t-il. Il faut dire que la pénurie de masques — les fameux *cubrebocas* — a donné lieu au cours des derniers jours à la mise en place d'un véritable marché noir. Des vendeurs ambulants profitent visiblement de la situation pour se remplir les poches. Alors qu'un masque vaut environ 2 pesos, ceux-ci peuvent les revendre de 10 à 25 pesos (de 1 \$ et 2,50 \$). Bien que les prix fixés par ces « hommes d'affaires » de la rue soient anormalement éle-

vés, ces derniers réussissent quand même à trouver preneur. « C'est un moment de crise, ce n'est pas un moment pour faire des affaires », se désole Ezekiel.

Il faut dire que les étalages des magasins et des pharmacies ont été complètement vidés. Sur l'avenue Cinco de febrero, dans le centre historique, les cinq pharmacies visitées par *La Presse* étaient toutes à court de masques depuis quelques jours. Dans la plupart de ces établissements, des pancartes indiquant qu'il n'y avait plus de masques ont été installées pour prévenir les clients, nombreux à

passer d'une pharmacie à l'autre dans l'espoir d'en trouver ne serait-ce qu'un seul. Mais hier, ils repartaient tous bredouilles... Pour ajouter au malheur, les employés interrogés dans les comptoirs pharmaceutiques ignorent à quel moment ils en recevront d'autres. « Nous étions supposés recevoir des boîtes aujourd'hui (hier) mais finalement nous n'avons rien eu », répond l'une des préposées.

Pour remédier à la situation, certains Mexicains ont décidé de fabriquer eux-mêmes leur protège-visage en se procurant dans un magasin le tissu destiné à la

conception des masques de chirurgien. À la boutique Parisiana, spécialisée dans la vente de tissus, un petit groupe était réuni autour d'une table où une employée coupait de grands morceaux du précieux matériel. Le tissu se vend 1 \$ le mètre, ce qui permet de fabriquer une douzaine de masques, indique Teresa Cruz, une cliente qui n'en pouvait plus de chercher en vain dans les pharmacies.

Cette solution pourrait toutefois être de courte durée puisque la Parisiana commence à manquer de tissu et on ignore si les fournisseurs pourront continuer de répondre à la demande.

Éviter de sortir

Par ailleurs, rester à la maison demeure l'un des meilleurs moyens de se protéger du virus, a déclaré le président mexicain Felipe Calderon. Il a ainsi invité ses concitoyens à demeurer chez eux à l'occasion de la longue fin de semaine de la fête des Travailleurs qui commence aujourd'hui. Le ministère du Travail a demandé la suspension des rassemblements de travailleurs qui se tient habituellement dans le centre historique de la capitale fédérale. Rappelons que tous les lieux publics ainsi que les restaurants et cafés sont fermés jusqu'au 5 mai.

Selon le dernier bilan officiel, le virus de la grippe aurait fait 12 morts au Mexique sur 260 cas de contamination. Une augmentation par rapport aux données révélées mercredi qui faisaient état de 8 morts et de 91 patients contaminés. « L'augmentation du nombre de morts ne signifie pas que plus de personnes sont mortes au cours des dernières heures, a souligné le secrétaire fédéral de la Santé, José Angel Cordova, mais que nous avons effectué davantage d'examen. »

Avec l'Agence France-Presse

L'emplacement idéal

Situé sur l'Île des Sœurs, ce superbe édifice offre une vue imprenable du fleuve Saint-Laurent et du centre-ville de Montréal. Masterpiece de Symphonia est la référence en matière de style de vie à la retraite sophistiquée.

Érigé sur un terrain de golf et situé à proximité des boutiques et des magasins, Masterpiece de Symphonia vous permet de vivre une vie de retraite cinq étoiles. Masterpiece de Symphonia propose un service de concierge haut de gamme, un spa sur place, un court de tennis extérieur et l'avantage d'être situé à proximité des restaurants et autres attraits du centre-ville de Montréal.

Avec son emplacement incroyable, son design spectaculaire et son style de vie incomparable, Masterpiece de Symphonia est vraiment unique. Masterpiece de Symphonia, « nous sommes là pour vous ».

Masterpiece de Symphonia, Résidence et Spa
325 Chemin de la Pointe-Sud, Île des Sœurs, Qc

Appelez maintenant! 514-767-6792
Réservez votre suite aujourd'hui.

www.MasterpieceRetirement.com

Un membre de la délégation d'Obama aurait contracté le virus



NICOLAS BERUBE

LOS ANGELES — Le flot de nouvelles sur l'épidémie de grippe A (H1N1) a pris un tournant hollywoodien, hier, quand la Maison-Blanche a révélé qu'un membre de la délégation du président Obama était peut-être infecté par le virus.

Le fonctionnaire, dont l'identité n'a pas été révélée, a voyagé au Mexique avec le président le mois dernier. L'homme n'a pas voyagé à bord d'Air Force One, l'avion présidentiel, mais était présent à un souper d'affaires où se trouvait M. Obama. Il ne se serait toutefois pas approché de ce dernier.

« On lui a demandé précisément s'il s'est approché à un moment ou à un autre à moins de deux mètres du président, et la réponse a été non », a dit le porte-parole de la Maison-Blanche, Robert Gibbs.

« On lui a demandé précisément s'il s'est approché à un moment ou à un autre à moins de deux mètres du président, et la réponse a été non », a dit le porte-parole de la Maison-Blanche.

Depuis, l'employé est tombé malade, et a transmis la grippe à trois membres de sa famille. Ils ont souffert de symptômes « légers » ou « modérés », et sont aujourd'hui rétablis, a dit la Maison-Blanche.

M. Gibbs a souligné qu'il était « hautement, hautement, hautement improbable » que l'employé ait infecté un autre membre de la délégation.

Aux États-Unis, hier, les autorités ont fait état de 114 cas d'infection à la grippe A (H1N1), répartis dans 12 États. La veille, on dénombrait 91 cas, dans 10 États.

La D^{re} Anne Schuchat, responsable des centres fédéraux de contrôle et de prévention des maladies (CDC), a affirmé que la distribution d'antiviraux Tamiflu et Relenza avait commencé dans les États touchés, ajoutant que « les tests en laboratoire

sur les virus montrent que jusqu'à présent, ils sont vulnérables aux médicaments que nous possédons ».

Hier, les écoles du district de Fort Worth, au Texas, ont été fermées par mesure préventive. Les quelque 80 000 élèves du district ne reprendront les cours que le 11 mai. Il s'agit de la première fermeture d'écoles à grande échelle à survenir aux États-Unis depuis le début de l'épidémie.

Par ailleurs, la secrétaire à la Santé Kathleen Sebelius a annoncé que les États-Unis vont acheter 13 millions de traitements antiviraux pour reconstituer leurs stocks stratégiques et distribuer 400 000 de ces médicaments au Mexique.

Le ministère de la Santé (HHS) compte dans ses stocks stratégiques environ 50 millions de traitements antiviraux auxquels s'ajoutent 23 millions de traitements antiviraux détenus par les États.

Joe Biden dans le pétrin

Plus tôt dans la journée, le vice-président Joe Biden a causé une petite commotion en déclarant, en entrevue à l'émission matinale de NBC, le *Today Show*, qu'il ne prendrait pas lui-même le train ou l'avion, histoire de minimiser les risques qu'il attrape la grippe.

« Je n'irais pas dans des endroits fermés présentement. Je l'ai déconseillé à ma famille. C'est seulement mon opinion. Je suggère aussi de ne pas prendre le métro. »

Un très bon conseil... qui va à l'encontre de l'appel au calme lancé quotidiennement par la Maison-Blanche, et répété régulièrement par le président Obama.

Inondée d'appels, l'attachée de presse de M. Biden, Elizabeth Alexander, a fait savoir que son patron « a voulu donner le même conseil que donne l'administration: évitez les voyages non essentiels au Mexique, et évitez de prendre l'avion ou le métro si vous avez la grippe. »

Le hic, c'est que M. Biden ne faisait pas référence aux gens grippés, mais bien à la population en général.

Dans un texte humoristique, l'Associated Press a rappelé que le vice-président Biden a la réputation de « se mettre les pieds dans le plat », ce qu'il n'a pas fait durant les 100 premiers jours de la présidence de Barack Obama.

« Eh bien, a noté le service de presse, M. Biden a attendu le 101^e journée pour faire sa première gaffe. »

Avec l'Agence France-Presse

À quand une escouade anticorruption ?



YVES BOISVERT
CHRONIQUE

Même à la Ville de Montréal, un être humain est présumé vouloir la conséquence normale de ses actes.

Quand on crée une structure à magouilles, c'est normalement parce qu'on voulait des magouilles. Ou qu'on était trop incompetent pour s'en rendre compte.

Comment, donc, croire que ce qui est arrivé à la Ville de Montréal n'est qu'un malencontreux accident ?

C'était un projet. Des gens ont voulu soustraire l'organisme qui gère les terrains de la Ville de Montréal de la surveillance des élus et du public. Ils en ont fait un organisme privé, la SHDM.

Pour quoi faire, pensez-vous ? Le vérificateur de la Ville a découvert des tours de passe-passe de terrains tellement bizarres qu'il en appelle à la police.

On connaît la prudence des vérificateurs généraux. Ils côtoient la mauvaise gestion, ils en vivent, pour ainsi dire. Leurs archives sont des monuments à la « moronnerie » administrative. Ils ne passent pas leur temps à appeler les gen-

darmes. Un simple gaspillage, même gros, n'est pas un crime.

Pour que le vérificateur Michel Doyon demande le déclenchement d'une enquête policière, il fallait qu'il ait des motifs sérieux. Il en a. Appels d'offres faits à la va-vite ou pas faits du tout, informations cachées aux élus, terrains

Cette administration est discréditée. On ne sait plus qui sont les manipulateurs et qui sont les manipulés. Ils n'ont même pas vu cet immense tas de merde d'éléphant au milieu de l'hôtel de ville. Gérald Tremblay ne savait rien ? Maintenant il sait. Mais sait-il qui sont ceux qui lui riaient dans le dos, trop contents qu'il ne voie jamais rien ?

vendus sous le juste prix du marché...

Et tout ceci, comme par hasard, dans un organisme qui a tenté d'écarter le vérificateur général de la Ville. Et pourquoi donc, d'après vous ?

L'ex-directeur de la SHDM, Martial Fillion, fait l'objet d'une enquête. C'est lui qui a fait les transactions controversées.

Mais que dire des architectes de ce machin opaque ?

Je me souviens de l'avocat Robert Cassius de Linval, directeur des affaires corporatives de la Ville, qui prétendait que tout était merveilleusement légal, l'automne dernier, quand on a commencé à mettre en lumière les bizarreries du projet Contrecœur. Et le maire Tremblay de boire ses paroles. Légale, légale, légale, l'affaire.

Pourtant, le propre contentieux de la Ville les avait avertis: oh là, les amis, arrêtez vos folies, on n'a pas le droit d'envoyer dans le privé une société paramunicipale (qui gère pour des millions en immeubles et terrains) sans la permission de Québec.

Pas grave! M^e Cassius de Linval était allé chercher une contre-opi-

Ce ne sera pas la première fois qu'une ville contourne ses propres avocats en demandant un avis juridique extérieur plus enthousiaste à sa vision. Elle peut ensuite plaider la bonne foi juridique. Entre deux opinions, elle a pris celle qui faisait son affaire. Qu'y a-t-il de mal là-dedans ?

Il y a que le projet, au départ, était insensé. On n'envoie pas en orbite un organisme qui gère des propriétés de première importance pour le développement de la Ville. Une ville qui se respecte veut planifier son développement intelligemment, pas le laisser à des affai-

Sauf qu'on constate ici une troublante coïncidence, comme une relation de cause à effet: la SHDM s'éloigne du contrôle des élus et, tiens donc, des choses étranges arrivent.

C'est pour ça que je dis que cela ressemble bien davantage à un projet bien orchestré qu'à un accident de parcours, un dérapage.

Et tout près du maire, il y a des gens qui sont responsables de cela. Ils n'ont peut-être rien à voir avec les histoires qui sont survenues à la SHDM. Mais ils ont déployé leur énergie à la créer telle qu'elle est devenue. Ils ont rendu tout ceci possible. Ils ont été prévenus. Ils auraient dû s'en douter.

C'est pourquoi cette administration est discréditée. On ne sait plus qui sont les manipulateurs et qui sont les manipulés.

Ils n'ont même pas vu cet immense tas de merde d'éléphant au milieu de l'hôtel de ville.

Gérald Tremblay ne savait rien ? Maintenant il sait. Mais sait-il qui sont ceux qui lui riaient dans le dos, trop contents qu'il ne voie jamais rien ?

Vivement les élections, dites-vous ? Vivement la police, je dis. On en est là.

Vivement une escouade policière anticorruption. Y aura-t-il des budgets pour ça ?

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur: yves.boisvert@lapresse.ca

Le Tamiflu commence à se faire rare

CATHERINE HANDFIELD

Des pharmacies québécoises sont en rupture de stock de Tamiflu, l'antiviral qui soigne la grippe. Et les livraisons se feront rares: le fabricant a cessé de fournir les grossistes mercredi pour réserver sa production aux hôpitaux et aux autorités de santé.

Bien qu'un seul cas de grippe A (H1N1) ait été à ce jour confirmé au Québec, les Québécois ont été nombreux cette semaine à se procurer du Tamiflu, ont indiqué à *La Presse* plusieurs pharmaciens.

«La demande est très forte depuis le début de la semaine, a dit Carl Bishara, qui possède trois pharmacies à Montréal. Les gens veulent avoir des boîtes à titre préventif, au cas où il y aurait une pandémie.»

Or, le Tamiflu, qui est vendu sous ordonnance, ne fait généralement pas parti des stocks réguliers des pharmacies, qui en tiennent surtout pendant la période de la grippe, de novembre à mars.

M. Bishara a donc été pris de court. Alors qu'il pourrait selon lui en vendre de 50 à 100 boîtes par jour, ses étagères étaient vides, hier. Et il n'était pas le seul: 7 des 15 pharmaciens ou préposés joints par *La Presse* étaient dans la même situation. Trois autres n'avaient plus qu'une ou deux boîtes en stock.

Or, les antiviraux ne devraient pas être utilisés «à moins que la per-

sonne ne soit très malade ou exposée à un grand risque de complications de la grippe», selon l'Agence de la santé publique du Canada. Une utilisation inappropriée pourrait augmenter le risque de la résistance du virus.

De plus, le ministère de la Santé du Québec conserve 15 millions de doses d'antiviral pour les gens soignés dans les établissements de santé, «ce qui est suffisant en cas de pandémie», indique Dominique Breton, porte-parole du Ministère.

Il n'y a plus de livraisons

Les pharmaciens devront patienter avant de regarnir leurs stocks. Roche, groupe suisse qui fabrique le Tamiflu, a cessé mercredi de livrer aux grossistes et aux pharmacies, indique Samantha Ouimet, porte-parole de Roche Canada.

«Notre production sera jusqu'à nouvel ordre destinée aux réserves de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), des gouvernements et des hôpitaux», a-t-elle indiqué, assurant que l'entreprise n'était pas en rupture de stock.

L'OMS a demandé à Roche mercredi soir de maximiser sa production de Tamiflu, indique M^{me} Ouimet.

Entre-temps, McKesson Canada, l'un des principaux fournisseurs de Tamiflu au Québec, a mis un filtre de six unités par jour aux commandes des pharmacies..

nion du professeur de droit municipal Jean Héту. Celui-ci en est venu à la conclusion épatante qu'il y avait un trou dans la Charte de la Ville de Montréal et que cette société paramunicipale... n'en était pas une. Donc pas besoin de demander à Québec.

Pourquoi cette insistance à ne pas demander à Québec, au fait, si ce projet de privatisation est impeccable? Simple souci d'efficacité, voyons. Peur des délais bureaucratiques.

ristes dans une société privée vaguement rattachée à la ville.

Et ça, tant Robert Cassius de Linval que Gérald Tremblay auraient dû le voir, en dehors de toute espèce de malversation. C'était stupide dès le premier jour.

Et voilà qu'on découvre que, dès le départ, les gestes douteux ont commencé. Bien entendu, ces choses-là peuvent arriver dans un organisme gouvernemental.

LOTO QUÉBEC

Résultats des tirages du : 2009-04-30

Jour de paye! 01 07 09 12 16 34 **21 compl.**

Banco 01 02 03 08 12
14 17 24 25 26
28 29 30 32 40
46 51 60 64 68

Quotidienne 3 035 02 16
4 1895 18 23 40

Triples

Astro Jour - Mois - Année - Signe **Extra**
19 AVRIL 69 LION **5659848**

Résultats des tirages du : 2009-04-29

649 08 20 22 48 compl.
29 33 49

Québec 06 09 11 04 compl.
25 36 46

GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS
6/6	1 32 912 981,00 \$	6/6	1 2 000 000,00 \$
5/6+c	8 100 887,40 \$	5/6+c	1 75 000,00 \$
5/6	329 2 026,50 \$	5/6	28 750,00 \$
4/6	18 303 69,00 \$	4/6	1 148 75,00 \$
3/6	339 583 10,00 \$	3/6	21 199 10,00 \$
2/6+c	223 271 5,00 \$	2/6+c	16 700 5,00 \$

Ventes totales : 39 465 308 \$ / 1 074 392,00 \$

Gros lot prochain tirage (approx.) : **4 000 000 \$**

Extra 7242074

100 000 \$ À VIE! AVEC UN GROS LOT DE **100 000 \$ PAR ANNÉE À VIE,** VOUS POURRIEZ RÉALISER VOS RÊVES! **TIRAGES LE 21 JUIN 2009.**

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

TOUTES LES OPTIONS SONT POSSIBLES.

Faites le plein et partez où vous voulez, tout simplement. L'Escape hybride, le VUS le plus éconergétique au monde*, peut parcourir jusqu'à 979 km avec un seul plein en ville. Quant à l'Escape avec moteur à essence 4 cylindres† éconergétique, il vous permet de cavalier jusqu'à 866 km. Bonne route.

ESCAPE **Montez à bord.**

petits VUS. Cotes de consommation de carburant EPA estimatives : 9,2 L/100 km en ville et 7,2 L/100 km sur route, pour l'Escape 2009 équipé d'un moteur à 4 cylindres en ligne, d'une boîte manuelle et de la traction avant. Les cotes de consommation de carburant sont calculées selon des méthodes d'essai approuvées par Transports Canada. La consommation de carburant réelle peut varier en fonction des conditions routières, du chargement du véhicule et des habitudes de conduite.

SUR ROUTE : 7,2 L/100 KM - 39 MI/GAL*
EN VILLE : 9,2 L/100 KM - 31 MI/GAL*

Véhicule représenté avec équipements en option. * Selon les cotes de consommation de carburant (non mises à jour) établies pour la conduite en ville de : EPA (10/08) et VCA (5/08). Cotes de consommation de carburant EPA estimatives : 5,8 L/100 km en ville et 6,4 L/100 km sur route, pour le Ford Escape hybride 2009 équipé de la boîte de vitesses à variation continue et de la traction avant. † Catégorie : petits VUS.

1789728A ford.ca

ACTUALITÉS

NOUVEAUTÉ SUR LE RÉSEAU CYBERPRESSE!

Il y a dorénavant encore plus de nouvelles populaires sur le réseau Cyberpresse! Les nouvelles les plus lues de l'heure, de la journée et de la semaine passent de 5 à 50! On peut accéder aux nouvelles les plus populaires à partir des pages d'accueil de cyberpresse.ca, lapresseaffaires.cyberpresse.ca, monvolant.cyberpresse.ca et technaute.cyberpresse.ca. Ou encore directement à:

cyberpresse.ca/populaires

cyberpresse.ca/lpa/populaires

cyberpresse.ca/monvolant/populaires

cyberpresse.ca/technaute/populaires

CYBERPRESSE.CA

VIN ET RESTO

Découvrez en primeur nos critiques de la semaine sur cyberpresse.ca/vins

QUIZ

Testez vos connaissances de l'actualité internationale sur cyberpresse.ca/quizmonde

HABITATION

Consultez notre guide pour obtenir de précieux conseils sur les piscines et les spas sur cyberpresse.ca/piscines

NOS BLOGUES

JOZEF SIROKA
Mon top 10

Choisir mes 10 films préférés, l'exercice ne fut pas aussi simple que prévu. Réduire sa passion à une dizaine de titres relève pratiquement de l'indécence. À découvrir sur cyberpresse.ca/siroka



CYBERPRESSE SUR FACEBOOK

RETROUVEZ L'ÉQUIPE DE CYBERPRESSE/LA PRESSE SUR FACEBOOK. APPRENEZ NOS NOUVELLES EN PRIMEUR. COMMENTEZ L'ACTUALITÉ ET ÉCHANGEZ AVEC NOS JOURNALISTES. VOUS TROUVEREZ NOTRE PAGE FACEBOOK EN EFFECTUANT UNE RECHERCHE AVEC LE MOT **CYBERPRESSE**.

Faubourg Contrecoeur Rapport secret dévoilé à la demande pressante de *La Presse*

Le maire Tremblay plaide l'ignorance

ANDRÉ NOËL

Le maire Gérald Tremblay a dit hier que c'est seulement mardi qu'il a pris connaissance de l'existence d'un deuxième rapport du vérificateur général, qui donne des détails inédits sur les débats au sein de son administration portant sur la vente des terrains du Faubourg Contrecoeur à Construction Frank Catania et Associés, par le biais de la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM).

Pourtant, le directeur général de la Ville, Claude Léger, le directeur des affaires corporatives, Robert Cassius de Linval, et d'autres hauts fonctionnaires ont ce rapport entre les mains depuis le 27 mars. Le rapport de 41 pages n'a pas été déposé au conseil municipal lundi soir. Il a été rendu public mercredi, à la demande pressante de *La Presse*.

Le rapport, intitulé « Ville de Montréal, Rapport de vérification, Projet Faubourg Contrecoeur », révèle entre autres choses que M. Léger s'est impliqué de façon très importante dans les transactions. La semaine dernière, questionné par *La Presse*, M. Léger avait admis qu'il en avait pris connaissance et qu'il avait même fait des commentaires à ce sujet au vérificateur général de la Ville de Montréal, Michel Doyon.

Mardi, lors de la conférence de presse de M. Doyon, *La Presse* a demandé à ce dernier pourquoi ce rapport n'avait pas été déposé au conseil municipal la veille. M. Doyon a répondu qu'il n'en avait pas vu la nécessité. Pressé de questions, il a accepté de le rendre public. Plus tard dans la journée, le greffier de la Ville lui a envoyé un courriel – obtenu par *La Presse* – où il se disait disposé à le distribuer parmi les conseillers municipaux.

Questionné à ce sujet hier, le maire a répondu: « J'ai appris comme vous qu'il y avait un



Le rapport « secret » du vérificateur général sur la vente du terrain de Faubourg Contrecoeur, finalement rendu public mercredi, rappelle que le responsable des transactions immobilières de la Ville, Joseph Farinacci (notre photo), et d'autres fonctionnaires émettaient des doutes sur la « justesse » de la transaction.

autre rapport, quand une question a été posée au vérificateur général (mardi). Et le vérificateur général, tout à coup, en conférence de presse, il a dit: bien, dans le fond, il y a un autre rapport. » Il a aussi dit qu'il trouvait « totalement inacceptable » que le vérificateur général n'ait pas remis ce rapport au conseil municipal.

Le maire a ajouté qu'il avait toute confiance en Claude

Léger et en Robert Cassius de Linval. Il a également soutenu que la Ville de Montréal avait réalisé une bonne transaction en vendant son terrain du Faubourg Contrecoeur, situé rue Sherbrooke à l'est de l'autoroute 25, à Construction Frank Catania et Associés par le biais de la SHDM.

La firme d'audit Deloitte, qui s'est elle aussi penchée sur cette vente, estime de son côté

que la Ville a perdu environ 5 millions de dollars dans cette transaction. Mais le maire croit que la Ville et sa société, la SHDM, pourront récupérer les sommes qui leur sont dues, s'il appert que Catania leur doit ces sommes.

Le rapport « secret » du vérificateur général, finalement rendu public mercredi, rappelle que le responsable des transactions immobilières de la Ville,

Joseph Farinacci, et d'autres fonctionnaires émettaient des doutes sur la « justesse » de la transaction. Mais ces contestations ont été mises de côté et le directeur général Claude Léger a pris les choses en main pour traiter directement avec la SHDM, ajoute M. Doyon.

En prenant connaissance du rapport, le chef de l'opposition à l'hôtel de ville, Benoit Labonté, a demandé la démission de M. Léger. Réagissant à cette demande, hier, le maire a déclaré: « Claude Léger a 30 ans d'expérience dans le monde municipal. Il n'a jamais été interpellé, alors quand on me pose la question si j'ai confiance en lui, oui, j'ai confiance en lui. »

Hier après-midi, M. Léger a envoyé une lettre aux médias, expliquant qu'il avait toujours agi avec des mandats du comité exécutif et du conseil municipal. Il affirme qu'il avait régulièrement suivi les recommandations de M. Farinacci. Questionné à ce sujet, hier, M. Farinacci a répété qu'il n'avait jamais recommandé que 14,7 millions de dollars soient déduits du prix de vente de 19,1 millions pour divers travaux, surtout la décontamination. Son désaccord avec M. Léger était tel qu'il a décidé de quitter son emploi.

Le dernier rapport du vérificateur général contient une autre révélation. Selon lui, la SHDM n'avait pas l'autorisation nécessaire pour conclure la vente du terrain. « Il aurait fallu que la SHDM demande et obtienne une autorisation spécifique de vendre (le terrain) qui aurait inclus tous les termes et conditions de la transaction, et (qui) aurait identifié l'acquéreur éventuel. Par la suite, il aurait été possible au comité exécutif d'autoriser formellement l'aliénation de cet actif. »

« RETIREZ-VOUS, M. TREMBLAY »: L'ÉDITORIAL DE NATHALIE COLLARD EN PAGE A18.

L'UQAM menacée d'une nouvelle grève

Le contrat de travail des 2000 employés de soutien est échoué depuis près de deux ans

MARIE ALLARD

Un mandat de grève de 24 heures « à exercer au moment jugé opportun » a été voté par les 2000 employés de soutien de

l'UQAM. « Si on a à le faire, ce sera dans les prochains jours, avant que la session ne se termine », a dit hier à *La Presse* Roland Côté, président du Syndicat des employés

de l'UQAM. Mais notre idée première, c'est de régler rapidement. » Le contrat de travail des employés de soutien est échoué depuis le 31 mai 2007.

Cette menace arrive alors

que le trimestre d'hiver vient à peine de reprendre son cours normal, après sept semaines de grève des professeurs et maîtres de langue de l'UQAM. La fin de ce conflit ne doit pas faire oublier que 63 % des syndiqués de l'UQAM « n'ont toujours pas conclu d'entente avec leur employeur », a souligné le Syndicat canadien de la fonction publique dans un communiqué. En plus des employés de soutien, 3000 étudiants employés de l'UQAM sont sans contrat de travail.

« Il y a des négociations en ce moment, je ne parlerais pas de conflit », a indiqué Daniel Hébert, porte-parole de l'UQAM. Avant de faire des offres complètes, l'employeur attendait deux études de la firme Aon comparant les conditions de travail de ses employés de soutien et étudiants employés avec celles en vigueur dans les autres universités.

Les autres employés en veulent autant que les profs

L'étude portant sur les employés de soutien a été remise hier à l'UQAM, selon

M. Côté. « Étant donné que le syndicat des professeurs a eu dans son entente une forme de rattrapage salarial avec le réseau de l'Université du Québec, on souhaite évidemment l'équivalent », a-t-il fait valoir. Si une grève de 24 heures est déclenchée, « il n'y aura pas d'annulation de cours, mais ça va perturber un peu le fonctionnement de l'université », a précisé M. Hébert.

Quant aux étudiants employés de l'UQAM, leur convention collective est échouée depuis le 31 mai 2008. « On demande la fin de l'attitude de mépris envers le travail étudiant à l'UQAM », a expliqué Éric Demers, président du Syndicat des étudiants employés. À McGill, les étudiants de maîtrise qui travaillent comme auxiliaire de recherche gagnent 25 \$ de l'heure, contre 16 \$ à l'UQAM, si bien que le Syndicat réclame des hausses salariales pour ses membres.

« On va tenter d'en arriver à une entente négociée avec les employés de soutien et les employés étudiants le plus rapidement possible », a indiqué M. Hébert.

MONTOIT

CE SAMEDI | LE SALON DU DESIGN DE MILAN

Tous les samedis dans LA PRESSE

SALON de L'ARME et DU MILITARIA



SAMEDI
2 mai 2009
de 9h à 15h

Armes antiques et modernes, militaria, épées, cartouches, etc. Achat, vente ou échange.

PLACE DESAULNIERS
1023, boul. Taschereau, Longueuil

Organisé par l'Association des collectionneurs d'armes du Bas-Canada.
Adm. 6 \$ • Rens.: (450) 445-5801

Prochaine exposition: 12 sept. 2009
www.lca-canada.com

Qui ment ?



MICHÈLE OUIMET
CHRONIQUE

Qui ment? Le directeur général de la Ville, Claude Léger, ou le maire de Montréal, Gérald Tremblay?

Une chose est certaine, un des deux ment. Si c'est le maire, il ment effrontément, si c'est Claude Léger, il ment par omission. Et celui qui ment doit démissionner.

Au cœur de la tourmente, le vérificateur de la Ville, Michel Doyon, qui a écrit deux rapports: un premier, officiel, qui a été dévoilé en grande pompe mardi, et un deuxième, secret, qui a été rendu public, mercredi, à la suite des pressions de *La Presse*.

Le rapport secret parle du rôle du directeur général, Claude Léger, qui est intervenu dans la vente du Faubourg Contrecoeur au promoteur Catania. Une transaction explosive, entachée de nombreuses irrégularités, qui ébranle l'administration Tremblay.

La firme Deloitte a pondu un rapport de 115 pages pour expliquer en long et en large que la vente du terrain a été bâclée, que Catania a été indûment privilégié et que la Ville

a perdu plusieurs millions; 115 pages bien tassées; 115 pages accablantes.

Le dossier sent tellement mauvais que le vérificateur et la nouvelle administration de la SHDM ont décidé de remettre le tout entre les mains de la police.

Pourtant, hier, le maire affirmait que la Ville avait

Claude Léger a reçu un rapport sur une transaction explosive. Et il n'a rien dit au maire? Il a gentiment remis le rapport dans un tiroir de son bureau? Difficile à croire. Si c'est le cas, il devrait démissionner sur-le-champ, car il a rompu le lien de confiance avec le maire.

fait une bonne affaire. Allez comprendre.

Mais revenons au rapport secret. Le vérificateur, Michel Doyon, en a remis une copie à Claude Léger le 27 mars. C'est le vérificateur qui me l'a confirmé, hier, lors d'une brève entrevue téléphonique.

Le 27 mars, Claude Léger a donc le rapport depuis un mois. La première chose qu'il aurait dû faire, c'est parler au maire et lui dire: J'ai un

rapport du vérificateur qui soulève des questions sur mon rôle dans la vente du Faubourg Contrecoeur.

N'importe quel DG se serait précipité dans le bureau de son patron. Claude Léger n'a pas reçu un rapport sur la culture du blé d'Inde dans un jardin communautaire à Ahuntsic. Non, il a reçu un rapport sur une transaction explosive.

Et il n'a rien dit au maire? Il a gentiment remis le rapport dans un tiroir de son bureau? Difficile à croire. Si c'est le cas, il devrait démissionner sur-le-champ, car il a rompu le lien de confiance avec le maire.

Claude Léger, qui est le plus haut fonctionnaire de la Ville, n'est pas un néophyte. Le maire

cats de la Ville. Il l'a en main depuis le 27 mars. Un mois. Et il n'aurait pas pris la peine d'en parler au maire?

Le vérificateur a aussi envoyé son rapport à Pierre Bernardin, directeur général adjoint, et Josée Guy, directrice de l'arrondissement Hochelaga-Maisonneuve. Et tout ce beau monde aurait gardé le secret? Renversant.

Hier, le maire jurait qu'il n'avait jamais entendu parler du rapport. Il a appris son existence mardi, pendant le point de presse du vérificateur qui a lâché, mine de rien, qu'il existait un deuxième rapport qu'il refusait de rendre public.

Le maire a dit qu'il a sur-sauté. Un deuxième rapport?

transaction Catania, en évitant soigneusement de mentionner les nombreuses irrégularités étalées dans les 115 pages du rapport Deloitte.

Domage, j'aurais bien aimé lui poser une ou deux questions. A-t-il parlé du rapport secret au maire? Sinon, pourquoi? Si oui, le maire a menti. Et s'il a menti, il doit démissionner.

On n'en finit plus de s'en-farger dans les scandales à l'hôtel de ville: les compteurs d'eau, les voyages de l'ex-président du comité exécutif, Frank Zampino, sur le yacht du promoteur Tony Accurso qui a décroché le juteux contrat des compteurs d'eau, sans oublier le gâchis à la SHDM qui a vendu plusieurs terrains pour une bouchée de pain.

La défense du maire: j'étais tenu dans l'ignorance. Il jure qu'il ne savait rien. Rien sur les irrégularités à la SHDM, rien sur les terrains vendus à perte, rien sur les balades en yacht de M. Zampino.

Toute sa défense repose sur sa franchise. S'il a menti sur le rapport secret du vérificateur, tout s'écroule. Comment pourra-t-on désormais le croire? Les Montréalais ne lui feront plus jamais confiance.

Il n'aura pas le choix, il devra démissionner.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueuse: michele.ouimet@lapresse.ca



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

«M^{me} (Pauline) Marois disait en public qu'elle ne voulait pas d'élections, mais ce qu'elle nous a fait savoir en privé, c'est qu'elle en voulait et pensait les gagner», a dit hier Mario Dumont.

COALITION ADQ-PQ

Mario Dumont confirme qu'il y a eu des discussions

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Mario Dumont confirme qu'il avait donné le mandat à un avocat de discuter avec le Parti québécois pour former une coalition avec le Parti québécois afin d'éviter la tenue d'élections à la fin de 2008.

M^{rc} Marc-André Gravel, avocat proche de l'ADQ depuis longtemps, «devait explorer avec le PQ s'ils considéraient utile d'empêcher la tenue d'élections», a souligné hier M. Dumont, joint par *La Presse*.

Le rapprochement avorté entre l'ADQ et le PQ a soulevé hier l'ironie du premier ministre Charest.

«Ces approches visaient à enlever le contrôle du jeu au premier ministre (Jean) Charest. M^{me} (Pauline) Marois disait en public qu'elle ne voulait pas d'élections, mais ce qu'elle nous a fait savoir en privé, c'est qu'elle en voulait et pensait les gagner. Nous, on pensait qu'il fallait empêcher M. Charest d'aller en élections; elle, au contraire, pensait que c'était à son avantage qu'il y aille», a soutenu l'ancien chef de l'ADQ.

Hier, *La Presse* a révélé que des tractations avaient eu lieu entre le PQ et l'ADQ, pendant deux ou trois jours, à deux semaines du déclenchement des élections l'an dernier. Pour convaincre le PQ de former une coalition, le négociateur adéquiste, M^{rc} Marc-André Gravel, avait indiqué que le gouvernement de coalition aurait M^{me} Marois comme première ministre, avec le feu vert du chef de l'ADQ, alors chef de l'opposition officielle. Les

sondages, unanimes, il faut le rappeler, laissaient prévoir la dégelée qu'allait subir l'ADQ aux élections et montraient déjà que les libéraux avaient toutes les chances de remporter un scrutin à la fin de 2008.

Hier, M^{me} Marois a soutenu que ces discussions avec l'ADQ «n'étaient jamais venues à (ses) oreilles», une affirmation contredite par les confidences de ses collaborateurs la veille.

Mario Dumont sursaute quand on lui souligne que M^{me} Marois soutient n'avoir jamais entendu parler de ces tractations. «Si elle dit cela, c'est un discrédit assez terrible pour son émissaire, M^{rc} Éric Bédard qui nous était revenu avec comme réponse, que M^{me} Marois pensait gagner l'élection et ne voulait rien faire pour ralentir le train», maintient l'ex-chef adéquiste.

Une autre source péquiste a confirmé hier la version de M. Dumont: la chef péquiste a fait savoir par M^{rc} Bédard qu'elle n'était pas intéressée.

Avant d'obtenir une fin de non-recevoir du PQ, les stratèges de l'ADQ avaient fait savoir au caucus des députés adéquistes que des discussions avaient lieu avec le PQ sur une éventuelle coalition. «On avait dit qu'il y aurait une seconde réunion si nécessaire», se souvient M. Dumont. Le refus du PQ de poursuivre avait rendu l'opération inutile. Hier, Éric Caire a «nié avoir été au courant d'une coalition entre l'ADQ et le PQ».

Le rapprochement avorté entre l'ADQ et le PQ a soulevé hier l'ironie du premier ministre Charest. «Ils voulaient se saisir du pouvoir!» a lancé M. Charest, selon qui ces discussions montrent le peu de cas que font de la démocratie les stratèges adéquistes comme péquistes.

RÉVISEZ VOTRE ESPAGNOL.

Avec sa transmission 4x4 intelligente* et son dispositif Advance Trac® avec contrôle de stabilité antiretourneement, l'Escape peut vous emmener où vous voulez, de Kuujuaq aux montagnes de Patagonie. N'oubliez surtout pas votre dictionnaire.

ESCAPE **Montez à bord.**

TRANSMISSION 4x4 INTELLIGENTE*
et Advance Trac® avec contrôle de stabilité antiretourneement

* En option pour le Ford Escape XLT et de série pour la version Limited.

ford.ca

Petites perles éthiques



PATRICK LAGACÉ
CHRONIQUE

On dirait bien qu'il y aura un commissaire à l'éthique. Pour guider nos élus. Pour les aider à prendre de bonnes décisions. Très délicat, l'éthique, au XXI^e siècle. Parce que, semble-t-il, les dilemmes éthiques sont fort complexes, de nos jours.

Eh! misère...
Faisons un détour par Ottawa. On y compte un commissaire aux langues officielles. On y trouve aussi un commissaire à l'accès à l'information.

Chaque année, ces commissaires déposent un rapport annuel. Chaque année, ils dénoncent l'inaction d'Ottawa dans leur domaine respectif. Parfois, ces commissaires font une montée de lait plus virulente.

Et rien ne change. Air Canada se sacre toujours autant du français. Et les ministères cachent toujours autant de documents qui devraient être accessibles.

Alors, quand je les entends, les élus, parler d'un commissaire à l'éthique comme de la découverte d'un remède contre le cancer, comme d'une solution magique pour sortir échec, députés et ministres de la grande noirceur, je ris...

Parce qu'un commissaire à l'éthi-

que, malheureusement, ne peut pas faire de greffes de jugement.

L'histoire d'éthique de la semaine?

Celle de Pierre Arcand, ministre des Relations internationales de Jean Charest.

M. Charest a discrètement autorisé une modification aux règles de transparence des membres de son gouvernement pour permettre à une entreprise dans laquelle M. Arcand a des intérêts minoritaires de faire affaire avec l'État.

L'entreprise, qui fait du placement publicitaire, pourrait, indirectement, faire affaire avec des organes du gouvernement. Ce qui contreviendrait aux (anciennes) règles imposées aux ministres.

La modification a eu lieu début mars, bien avant les crises de ce printemps de l'éthique. Mais quand même. Le premier ministre a changé les règles pour satisfaire un de ses soldats.

Et M. Arcand est justement un mauvais cas pour modifier les règles dans ce domaine. Peut-être le pire cas. En 2000, l'entreprise Métromédia a vendu ses stations de radio à Corus. M. Arcand était

copropriétaire de Métromédia, avec Pierre Béland.

Montant de la vente: 164 millions. La part de M. Arcand dans l'entreprise rachetée: 32%.

Faites le calcul. Pierre Arcand est un homme riche. Pas «à l'aise». Riche. Tant mieux pour lui.

Mais si M. Arcand veut se lancer dans le service public, s'il veut devenir ministre, il y a un prix à payer. Ce prix inclut certaines barrières entre ses entreprises et les contrats publics.

On nous chantera la chanson de l'élu-qui-a-le-droit-de-gagner-savoir...

Très juste. Mais celui-ci l'a très bien gagnée, merci. Il n'avait pas besoin que le premier ministre lui fasse cette fleur.

Ça aurait changé quoi, un commissaire à l'éthique, dans ce cas?

Parce que la question est politique. Pas éthique.

Et notre premier ministre a choisi de payer le prix politique de cette décision.

Ce qui est drôle, dans ces affaires d'éthique, de conflit d'intérêts, d'apparence de conflit d'intérêts, c'est qu'en brassant la soupe, on trouve de drôles de perles.

Prenez Liza Frulla. Parmi les «ex» recyclés dans le commentaire médiatique, M^{me} Frulla est probablement ma préférée. Télégénique, punchée, bien coiffée. Le pendant féminin de Jean Lapierre.

Mais on a récemment porté à mon attention un truc fort irritant à son sujet.

L'ex-ministre libérale (au provincial et au fédéral) commente, à son émission *Le club des ex*, à RDI, l'actualité, flanquée de Marie Grégoire (ex-adéquate) et Jean-Pierre Charbonneau (ex-péquistes).

Bien sûr, en ce printemps de l'éthique, difficile de ne pas parler de Gérard Tremblay et de la Ville de Montréal. Alors, *Le club des ex* en parle. M. Charbonneau plante la Ville. M^{me} Grégoire aussi, avec moins de vigueur. Et M^{me} Frulla défend Gérard Tremblay.

Ah! M^{me} Frulla m'a dit qu'elle ne le défend pas tout le temps. Eh bien! hier, j'ai écouté trois émissions d'avril dont les segments ont abordé les folies de l'hôtel de ville. Et si M^{me} Frulla ne défendait pas Gérard Tremblay, eh bien! moi, je suis installateur de compteurs d'eau...

Remarque, elle défend bien notre pauvre maire. Avec nuances. Avec moult explications sur les défis auxquels fait face un maire de Montréal. Rien à redire là-dessus. Il faut bien que quelqu'un défende M. Tremblay.

Sauf qu'il y a un truc que le téléspectateur moyen ne sait pas, quand M^{me} Frulla défend Gérard Tremblay au *club des ex*. C'est que son conjoint, André Morrow, consultant, conseille la Ville sur des questions de communications. Et le maire. Même sur la question de la gestion des communications dans la crise des compteurs d'eau. Il fait cela, m'a-t-il dit, à l'intérieur d'un mandat dûment remporté en vertu d'un appel d'offres, de trois ans, d'une valeur de 1,5 million.

Mais quand le téléspectateur moyen regarde RDI, ignorant tout

des chassés-croisés politico-romantico-business, il ne sait pas cela. Je suis peut-être fou, mais j'estime que ce n'est pas banal.

M^{me} Frulla m'a dit qu'elle n'a pas à le dire. Luce Julien, première directrice de RDI, m'a dit la même chose. Eh bien! excusez-moi de cracher dans la soupe, mais si, je pense que l'ex devrait le dire. Ou que Durivage, l'animateur, pourrait le préciser.

Parce que, quand on dit, comme M^{me} Frulla, en parlant du maire, des trucs comme «c'est dans la tourmente qu'on voit les grands chefs», les gens ont le droit de savoir que son *chum* conseille le maire.

Bien sûr, M^{me} Frulla est loin, très, très loin dans la banlieue reculée de ces cas d'éthique qui nous tombent sur les bras. Il n'y a pas de crosse. Mais il y a une parenté avec ces cas: quand on n'a rien à cacher, qu'est-ce qu'on fait? On le dit. Haut et fort.

Et ce serait une bonne idée de dire, aussi, que M. Morrow a participé à la campagne de Gérard Tremblay en 2001, puis, dans une moindre mesure, en 2005.

Tant qu'à y être, M^{me} Frulla pourrait dire plus souvent, en ondes, ce qu'elle m'a dit, hier: que Gérard Tremblay est son ami.

Je sais, je sais, ça casse le rythme d'un débat, ça sabote la présentation d'un show télévisé, de faire ce genre de précision. Mais ça vient avec le contrat, quand on embauche des ex aux multiples amis, intérêts et relations.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur: plagace@lapresse.ca

EN BREF

Appui au journaliste Daniel Leblanc

Six groupes de presse et la Fédération professionnelle des journalistes du Québec ont donné leur appui hier au journaliste Daniel Leblanc, du *Globe & Mail*, qui refuse de dévoiler la source à l'origine des informations ayant permis de lever le voile sur le scandale entourant le programme fédéral de commandites. Il s'agit d'Astral Média, Gesca, L'Actualité, Médias Transcontinental, Quebecor Media et Radio-Canada, dont les représentants tiennent à ce que l'identité de cette source, surnommée MaChouette, ne soit pas divulguée. Ils estiment qu'il importe que le principe de la protection des sources journalistiques soit finalement reconnu devant nos tribunaux. Ces groupes ont fait cette sortie publique, hier, à l'approche du procès de Leblanc.

- La Presse Canadienne

Un présumé pédophile retourné aux États-Unis

Russell Victor McCollum, cet Américain recherché pour agressions sexuelles graves contre un enfant et qui s'est caché pendant 10 ans à Montréal, a été remis hier matin aux autorités américaines. Il a été déclaré inadmissible au Canada en raison de son dossier criminel. Le transfert, supervisé par l'Agence des services frontaliers, s'est effectué au poste-frontière de Lacolle. M. McCollum, 30 ans, fait l'objet de trois mandats d'arrêt pour avoir présumément agressé en 1999 un jeune garçon dont il était le tuteur et mentor, lors d'un séjour à Nashville, Tennessee. Il a ensuite pris la fuite en autocar et a débarqué à Montréal en novembre 1999, où il a séjourné jusqu'à son arrestation le 24 mars dernier.

- Karim Benessaïeh

Canada, Indonésie et Algérie sur la liste noire du copyright

Les États-Unis ont annoncé hier avoir placé le Canada, l'Indonésie et l'Algérie sur leur liste noire des pays protégeant mal les droits de propriété intellectuelle (copyright). Le Canada fait partie de cette «liste de surveillance prioritaire» pour la première fois depuis sa création il y a 20 ans. Washington souligne deux faiblesses chez son premier partenaire commercial: d'abord l'incapacité du Canada à ratifier et appliquer les traités de l'internet de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle» (une agence des Nations unies) que le pays a signés en 1997. D'autre part, le Canada est accusé de mal protéger ses frontières contre le commerce de produits contrefaits ou piratés transitant vers les États-Unis.

- Agence France-Press



Du vendredi 1^{er} au dimanche 3 mai

3 JOURS SEULEMENT



200\$ DE RABAIS
349⁹⁹ Ord. 549,99 \$
Mobilier de jardin 8 pièces Scottsburg de HOME STUDIO®
Comprend 6 fauteuils, 1 table et 1 parasol.
Socle vendu séparément.



299⁹⁹ Ord. 449,99 \$
Abri HOME STUDIO® 3 x 3 m
• Comprend panneau opaque et moustiquaire
• Polyester à traitement contre la moisissure et la décoloration

150\$ DE RABAIS

Au choix 20\$ DE RABAIS



59⁹⁹ Ord. 79,99 \$
Chaise longue inclinable en toile HOME STUDIO®



39⁹⁹ Ord. 59,99 \$
Fauteuil empilable en acier et toile HOME STUDIO®



29⁹⁹ Ord. 49,99 \$
Fauteuil pliant HOME STUDIO®

• Cadre robuste au fini poudré durable
• Tissu résistant aux intempéries et séchant rapidement

25% DE RABAIS
VAISSELLE, ARTICLES DE SERVICE ET VERRERIE EN ACRYLIQUE
Modèles à prix ordinaire seulement

Vivez mieux, payez moins.

AVIS À NOS CLIENTS : LE CHOIX ET LES MARQUES VARIENT SELON LE MAGASIN : Certains motifs, couleurs et modèles peuvent ne pas être offerts dans tous les magasins. BONS D'ACHAT DIFFÉRÉ ET SUBSTITUTIONS : Si un article annoncé n'est pas encore en magasin, nous vous offrirons, si possible, un article de substitution ou un bon d'achat différé. Dans certains cas (achats spéciaux, articles achat-choix, articles en liquidation, primes à l'achat d'autres articles ou articles saisonniers), les quantités peuvent être limitées, le choix peut varier selon le magasin et on ne pourra peut-être pas vous proposer un article de substitution ou vous offrir un bon d'achat différé. ■ 3.4H Les prix ordinaires indiqués sont ceux de Déco Découverte. Prix en vigueur du vendredi 1^{er} au dimanche 3 mai 2009, à moins d'indication contraire. Offres valides en magasin seulement.



Gestion des Fonds d'intervention économique régionaux

Le PQ en remet une couche

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Le Fonds d'intervention économique régional (FIER) Ville-Marie de Montréal, administré par deux proches du PLQ, Pietro Perrino et Valier Boivin, a investi 4 millions de dollars dans quatre entreprises qui comptent les deux hommes parmi leurs actionnaires, accuse le Parti québécois.

MM. Perrino et Boivin administrent aussi le FIER Boréal du Saguenay-Lac-Saint-Jean, qui a versé de son côté plus de 2 millions aux quatre mêmes entreprises de la région de Montréal, comme l'avait signalé le PQ mercredi. Dans ce cas, qui a fait l'objet de vérifications, «ce n'est pas contraire aux règles», a indiqué le PDG d'Investissement Québec, Jacques Daoust, hier.

Pietro Perrino et Valier Boivin ont créé le FIER Ville-Marie en janvier 2006. Ce fonds de capital de risque – financé aux deux tiers par Québec comme les autres FIER – a investi 1 million de dollars dans chacune des entreprises suivantes: ZoomMed, Systèmes BUS, Toptent et Ranaz. MM Perrino et Boivin détiennent des actions dans ces quatre entreprises. Ils avaient des intérêts dans ZoomMed lorsque le FIER Ville-Marie y a fait un investissement. Ils administraient ce fonds au même moment. M. Perrino est président du conseil de ZoomMed, qui a développé un prescripteur électronique.

«Ils ont investi dans quatre entreprises où ils sont actionnaires. Puis après, le fonds du Saguenay a investi dans les mêmes entreprises, mais, supposément, M. Perrino n'a rien à voir là-dedans. Est-ce que le



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Les deux administrateurs du Fonds d'intervention économique régional Ville-Marie de Montréal, Valier Boivin et Pietro Perrino, demandent des excuses à au député péquiste François Legault.

ministre prend le monde pour des valises? Comment se fait-il qu'on a les mêmes investissements dans les deux FIER?» a lancé le député péquiste François Legault lors de la période des questions.

Selon le ministre du Développement économique, Raymond Bachand, MM Perrino et Boivin n'étaient encore ni administrateurs ni actionnaires de Ranaz lorsque le FIER Ville-Marie y a fait «un premier investissement» en mai 2006. Cette entreprise est spécialisée dans la fabrication de suppléments alimentaires. «Les affirmations du député sont inexactes et incomplètes», a-t-il affirmé, l'accusant d'«agir par pure partisanerie politique».

Pietro Perrino et Valier Boivin se défendent d'avoir violé les règles

éthiques, dans ce cas comme dans celui de FIER Boréal. «On procède toujours de la même façon. (Les intérêts dans les entreprises) sont déclarés avant. C'est expliqué, et on ne participe pas aux décisions», a affirmé M. Perrino, lors d'une conférence de presse qu'il a tenue en compagnie de M. Boivin à Montréal.

En commission parlementaire, le PDG d'Investissement Québec, Jacques Daoust, a toutefois reconnu que les deux hommes «ont probablement eu de l'influence» sur les autres administrateurs de FIER Ville-Marie et de FIER Boréal dans les choix de placements.

Plus tôt, en conférence de presse, M. Daoust a affirmé que la politique d'investissement et celle

relative aux conflits d'intérêts «ont été respectées» dans la gestion du FIER Boréal. MM Perrino et Boivin – deux des trois membres du conseil d'administration – ont divulgué les intérêts qu'ils avaient dans les entreprises et n'ont pas participé aux décisions au sein du comité de placements. Dans certains cas, les deux hommes sont devenus actionnaires des entreprises au moment où le FIER Boréal décidait d'y faire un investissement, ce qui est une bonne chose pour attirer d'autres investisseurs, a ajouté M. Daoust. Selon MM Perrino et Daoust, leurs parts dans les entreprises oscillent autour de 1 %, pas plus.

Un FIER peut faire jusqu'à la moitié de ses investissements à l'extérieur de la région qu'il dessert. Environ 3,25 des 6 millions investis par FIER Boréal – un peu plus de la moitié – le sont ailleurs qu'au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Mais il dispose d'un délai pour respecter la règle d'Investissement Québec. Une seule des quatre entreprises dans lesquelles MM Perrino et Boivin ont des intérêts – Toptent – a un projet de développement au Saguenay-Lac-Saint-Jean, a indiqué M. Daoust.

Un FIER ne peut verser plus d'un million de dollars à une entreprise. Mais plusieurs FIER peuvent investir dans la même entreprise, à condition qu'ils n'acquière pas plus de 30 % des actions à droit de vote. Toptent a reçu de l'aide d'au moins trois FIER.

«À l'intérieur des balises qui existent et à l'intérieur du programme qui a été fait, on respecte les normes partout» dans le cas de FIER Boréal, a affirmé Jacques

Daoust. «Moi je travaille avec le programme qu'on m'a confié. Je n'ai pas à déterminer la pertinence du programme. On n'est pas là pour challenger les mandats» du gouvernement.

MM Perrino et Daoust demandent à François Legault de faire des excuses «sincères et complètes» pour ses «faussetés» et sa «démagogie». «On a agi avec la plus grande transparence», a plaidé M. Perrino.

Avec la collaboration d'André Duchesne

DEUX FONDS RAPPELÉS À L'ORDRE

Deux Fonds d'intervention économique régionaux (FIER) de l'Estrie ont fait 70 % de leurs investissements à l'extérieur de la région, ce qui contrevient aux règles en vigueur. Onze des quinze entreprises appuyées par le FIER-Innovation durable et le FIER-Croissance durable sont liées à un ou plusieurs administrateurs de ces deux fonds. L'Action démocratique du Québec a fait cette révélation hier, lors de l'étude des crédits budgétaires du ministère du Développement économique. Le PDG d'Investissement Québec, Jacques Daoust, a reconnu que la gestion de ces deux fonds comporte des irrégularités. Ces FIER «se dirigent dans la mauvaise direction. On les a informés qu'ils devaient se conformer aux règles», a-t-il affirmé. Selon la politique d'Investissement Québec, un FIER ne peut faire plus de la moitié de ses investissements à l'extérieur de la région qu'il dessert.

RÈGLES D'ÉTHIQUE

Charest a baissé la barre pour Pierre Arcand

DENIS LESSARD

QUÉBEC — C'est pour tenir compte du cas de Pierre Arcand, ministre des Relations internationales, que le gouvernement Charest a baissé la barre dans ses directives sur les conflits d'intérêts des ministres. On entend permettre désormais qu'une firme où un membre du gouvernement détient des intérêts puisse faire affaire avec son propre ministère.

Nommé ministre en décembre dernier, M. Arcand détient 38 % des actions de Métromédia Plus, une firme spécialisée dans les panneaux publicitaires placés dans les réseaux de transports en commun à Montréal. Or cette firme est susceptible d'obtenir des contrats des organismes publics – les publicités des différents organismes ou ministères, même si celui des Relations internationales ne lance que très rarement de telles campagnes de publicité. Au cabinet du premier ministre Charest, on faisait valoir hier que ces mandats sont distribués par des intermédiaires, des firmes responsables du placement média.

Pour Raymond Bachand, ministre des Finances, l'entreprise de M. Arcand «ne fait jamais affaire directement avec le gouvernement». Toute la semaine, le gouvernement Charest a refusé d'identifier le ministre pour lequel les directives sur les conflits d'intérêts avaient été ajustées à la baisse. Les avoirs de M. Arcand sont dans une fiducie sans droit de regard – mais quand on possède le tiers d'une entreprise, on ne peut pas feindre d'ignorer qu'il y a des intérêts, a relevé hier la chef péquiste, Pauline Marois.

À son époque, un élu était tenu de vendre ses intérêts sitôt qu'il détenait plus de 5 % du capital-actions d'une entreprise, a-t-elle rappelé.

Un commissaire à l'éthique «le plus tôt possible»

Hier, une conférence de presse sur un transfert de 1 milliard en six ans du gouvernement fédéral vers Québec pour la formation des sans-emploi a été occultée par l'omniprésent débat sur l'éthique gouvernementale.

Le premier ministre Jean Charest a laissé échapper qu'un projet de loi instituant un code d'éthique pour les élus et instituant un «commissaire à l'éthique» serait déposé avant l'été. Puis il s'est ravisé, soulignant que Québec procéderait «le plus tôt possible». Ce commissaire

à l'éthique aurait des pouvoirs d'enquête et aurait à conseiller le gouvernement. Mais le gouvernement veut qu'au préalable il y ait entente à l'Assemblée nationale sur le code d'éthique, ce qui est loin d'être acquis.

Selon Pauline Marois, le gouvernement devrait tout simplement annuler la nouvelle version de ses directives émise début mars. En discutant avec l'opposition, on pourrait rapidement, dans un premier temps, en arriver au choix d'un «commissaire à l'éthique» qui serait approuvé par un vote d'au moins les deux tiers des élus à l'Assemblée nationale. C'est ce dernier qui aurait à établir le code d'éthique pour les élus, propose-t-elle. Selon le PQ, tout pourrait être en place pour l'ajournement des travaux pour l'été, avant la Saint-Jean.

À quelques reprises, le premier ministre a évoqué, sans la citer, la répartie stupéfiante de M^{me} Marois qui, à la fin du film sur Bernard Landry, *À hauteur d'homme*, avait promis que le PQ allait «brasser de la marde» dans l'opposition à l'Assemblée nationale. Selon M. Charest, les sorties répétées du PQ sur les questions d'éthique depuis deux semaines montrent surtout un intérêt à soulever des controverses sans égard aux faits.

Le leader parlementaire, Jacques Dupuis, s'est inspiré plus carrément de la sortie de M^{me} Marois. Il a repris directement le terme sur le parquet de l'Assemblée nationale: «Ce n'est pas de la marde... comme vous venez de le dire», a-t-il répliqué aux adversaires qui ironisaient devant les engagements du gouvernement en matière d'éthique.

M. Charest a eu à s'expliquer, lui qui permet à une firme détenue par un ministre de faire affaire avec son ministère. Ces dispositions sont interdites dans le code d'éthique au gouvernement fédéral, «à moins que le commissaire à l'éthique n'en décide autrement», a relevé M. Charest qui comparait cette semaine les directives de Québec à ce qui se faisait au fédéral et en Ontario.

Or, en vertu des règles en Ontario, a rappelé M^{me} Marois, M. Charest aurait dû divulguer dès le premier jour qu'il recevait une allocation forfaitaire de 75 000 \$ par année du Parti libéral. M. Charest refuse que ce revenu soit à déclaration obligatoire, dans les nouvelles directives. «On ne l'a su que l'an passé... par un communiqué, c'est ordinaire», a noté la chef péquiste.



PRÉVOYEZ AUSSI VOTRE LUNDI DE CONGÉ.

Apportez tout. Vous avez 1 877 L d'espace de chargement derrière les sièges avant. Et une capacité de remorquage maximale de 1 587 kg*, au cas où vous en auriez besoin. Ce robuste petit VUS peut tout emporter. On se voit mardi!

ESCAPE



Montez à bord.



À PARTIR DE 19 499\$*

* Achetez un Ford Escape XLT 2009 neuf avec moteur de 2.5 L, boîte de vitesses manuelle et traction avant à partir de 19 499 \$ (déduction faite de l'allocation-livraison de 5 000 \$) ou un Ford Escape Limited 2009 à traction intégrale à partir de 33 899 \$ (déduction faite de l'allocation-livraison de 1 500 \$). Cette offre exclut les frais de livraison, l'immatriculation, les assurances, l'inspection de pré-livraison et toutes les taxes applicables. Les taxes s'appliquent au montant total de l'achat. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer moins cher. Véhicule représenté avec équipements en option. Cette offre, d'une durée limitée, peut être annulée en tout temps sans préavis. Tous les détails chez votre concessionnaire. *Escape avec moteur V6 Duratec doté de l'équipement approprié.

POLITIQUE

CONGRÈS DU PARTI LIBÉRAL DU CANADA

Ignatieff remercie Harper pour l'unité retrouvée

JOËL-DENIS BELLAVANCE

VANCOUVER — Le Parti libéral du Canada n'a pas été aussi uni depuis des décennies et, selon Michael Ignatieff, c'est en grande partie grâce à un homme: le premier ministre Stephen Harper.

En tentant d'abolir les subventions annuelles versées par l'État aux partis politiques, en novembre dernier, Stephen Harper a cherché à affaiblir davantage ses adversaires. Mais en lieu et place, il a déclenché une série d'événements qui a forcé les troupes libérales à s'unir pour assurer leur survie, a déclaré, hier, M. Ignatieff au premier jour du congrès libéral, qui a lieu jusqu'à samedi à Vancouver.

Cette unité retrouvée a permis au Parti libéral de se donner un nouveau chef sans se déchirer, de rembourser sa dette électorale de deux millions de dollars en cinq

mois, et de concentrer ses efforts pour convaincre les Canadiens qu'il est l'option de rechange la plus crédible aux conservateurs, notamment en ces temps de crise économique, selon M. Ignatieff.

La présence de Jean Chrétien, Paul Martin et John Turner à ce congrès démontre bien l'har-

« M. Harper a laissé tomber une boule de neige de la colline parlementaire en décembre, et cette boule s'est transformée en avalanche pour lui. »

nie qui règne au sein des troupes, selon des stratèges libéraux.

« M. Harper a laissé tomber une boule de neige de la colline parlementaire en décembre, et cette boule s'est transformée en avalanche pour lui. Et, fin stratège comme il est, il s'est retrouvé

avec un Parti libéral plus uni avec un nouveau chef prêt à partir en campagne. Qui l'aurait cru? Une partie du mérite revient à mon principal adversaire, M. Harper », a déclaré M. Ignatieff aux journalistes.

Reconnaissant le travail que M. Harper a fait pour unir le

redoutable de son parti. Même si nous ne sommes pas d'accord sur le plan politique et sur plusieurs principes, j'ai du respect pour le travail qu'il a accompli comme chef de son parti », a dit M. Ignatieff dès le début de sa conférence de presse hier.

À l'origine, le congrès libéral de Vancouver devait permettre aux militants libéraux d'élire un nouveau chef à la suite de la démission de Stéphane Dion, en décembre. Mais M. Ignatieff a finalement été désigné comme chef intérimaire après le désistement des députés Bob Rae et Dominic LeBlanc. Le congrès permettra donc aux militants d'exprimer leur confiance envers leur nouveau chef.

Au premier jour du congrès, M. Ignatieff s'est dit « amusé » de voir le Bloc québécois et le NPD soumettre des propositions dans

l'espoir de trouver des compromis avec le gouvernement conservateur minoritaire de Stephen Harper afin d'éviter des élections générales.

Ces manœuvres parlementaires du Bloc québécois et du NPD surviennent alors que les appuis au Parti libéral augmentent dans les sondages. En privé, des stratèges conservateurs ont confié à La Presse Canadienne cette semaine qu'ils sont prêts à conclure des ententes ponctuelles avec le Bloc ou le NPD pour assurer la survie du gouvernement au moins jusqu'à ce que les Jeux olympiques de Vancouver soient terminés, en février 2010. D'ici là, les conservateurs espèrent que la crise économique sera terminée, ce qui devrait leur donner un coup de pouce électoral.

Les libéraux, pour leur part, envisagent de plus en plus de forcer la tenue d'élections générales à l'automne.

« C'est légèrement amusant tout cela. Ces deux partis ont voté contre le dernier budget conservateur sans même le lire. Maintenant, ils sont prêts à soutenir les conservateurs. Je me demande bien pourquoi! », a lancé M. Ignatieff. Le Parti libéral a voté en faveur du dernier budget, ce qui a permis au gouvernement Harper de survivre au vote de confiance aux Communes.

« L'EFFET IGNATIEFF », LA CHRONIQUE D'ALAIN DUBUC EN PAGE A19.

EN BREF

Voici le « Parti du sexe »

Une formation politique marginale veut décoincer le débat politique dans l'Ouest canadien en faisant campagne sur le thème « le sexe est bon, rendons-le meilleur! ». Le Parti du sexe ne se fait guère d'illusions sur ses chances d'accéder au pouvoir aux élections législatives du 12 mai, en Colombie-Britannique.

Il profite plutôt de la campagne électorale pour défendre sur la place publique ses idées un peu particulières sur la sexualité, qui ne sont pas abordées par les principales formations. Le programme du parti repose sur les bienfaits d'une sexualité saine dans l'épanouissement des individus et de la société. L'application de ce principe commence à l'école, où le parti veut instaurer un programme initié progressivement les élèves à l'importance de la sexualité. Les adolescents apprendraient ainsi à établir des relations de confiance avec leurs partenaires avant tout contact physique. Les massages érotiques individuels et l'apprentissage de la tolérance envers les homosexuels feraient aussi partie du cursus.

Le parti veut en outre réserver un coin nudiste dans tous les parcs publics et sur les plages de plus d'un hectare afin « de normaliser la perception du corps humain et de ne plus stigmatiser les organes sexuels ».

— Agence France-Presse

Chrétien veut des élections

Jean Chrétien croit que les libéraux devraient essayer de déclencher des élections « le plus tôt possible ». L'ancien premier

ministre affirme par ailleurs que son parti est « très bien placé pour gagner ». Le chef libéral ayant connu le plus de succès ces dernières années, avec trois victoires majoritaires consécutives à son actif, sera sans doute écouté d'une oreille attentive par les libéraux. Ceux-ci sont réunis à Vancouver à l'occasion du congrès qui couronnera officiellement Michael Ignatieff comme chef du parti.

— La Presse Canadienne

Des Afghans au Canada

Le Canada est prêt à ouvrir ses portes aux centaines d'Afghans dont la vie est en danger après qu'ils ont travaillé avec ses militaires et ses diplomates, a appris hier La Presse Canadienne. Le ministre de l'Immigration, Jason Kenney, a affirmé qu'il peaufinait les derniers détails d'une politique qui permettra aux Afghans dont la vie est menacée en raison de leur collaboration avec le Canada d'y trouver refuge. Contrairement aux autres pays membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), le Canada ne possède pas de politique d'immigration humanitaire pour les employés locaux. Les Afghans qui ont été sévèrement blessés alors qu'ils travaillaient avec l'armée canadienne ou qui seront capables de démontrer que leur vie est menacée seront admissibles à un programme leur permettant d'entrer rapidement au pays. Le premier de ces anciens employés et sa parenté immédiate pourrait fouler le sol canadien d'ici quelques mois. Le nouveau programme sera ouvert aux Afghans qui auront été au service de la mission canadienne pendant au moins 12 mois. Ils subiront des examens médicaux et des contrôles de sécurité.

— La Presse Canadienne

Québec solidaire interpelle les « lucides »



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Quatre ans plus tard, les signataires du *Manifeste pour un Québec lucide* doivent « rendre des comptes » et reconnaître que leur vision de l'économie est responsable du marasme actuel, estiment les porte-parole de Québec solidaire François David et Amir Khadir. Devant une trentaine de militants réunis place Gerald-Godin, au métro Mont-Royal, ils ont lancé hier leur propre manifeste, *Pour sortir de la crise: Dépasser le capitalisme*. Ce livret d'une quarantaine de pages propose des solutions « radicalement différentes », fondées sur le citoyen et l'écologie. « Notre système lui-même basé sur l'accumulation de profits sans fin, qui est la source de nos problèmes, estime M. Khadir. Mais ce malheur peut être utile à quelque chose: il est temps de revoir ce système pour qu'il place l'humain et la nature au centre des préoccupations. »

Le Bloc propose un nouveau « plan d'aide » de 32 milliards

MALORIE BEAUCHEMIN

OTTAWA — Déçu du plan du gouvernement fédéral pour traverser la crise, le Bloc québécois propose de nouvelles mesures totalisant 32 milliards sur deux ans, qui s'ajouteraient au plan de relance entrepris par les conservateurs.

Dans son « plan d'aide », rendu public hier, le Bloc suggère au gouvernement de res-

Les bloquistes jugent que la situation est urgente et que le gouvernement conservateur doit agir dès maintenant pour venir en aide aux travailleurs, étant donné que la situation s'est détériorée depuis le budget de janvier dernier.

Le Bloc se défend bien de se créer, avec cette liste d'épicerie, une porte de sortie pour appuyer les conservateurs advenant que le Parti libéral de Michael

cours de la prochaine année pourrait donc devenir moins intéressante pour le Bloc québécois, qui avait pourtant affirmé à l'issue de l'énoncé économique du ministre des Finances, Jim Flaherty, en novembre, que le lien de confiance envers le gouvernement était brisé.

« On regardera l'économie générale, on regardera ce que M. Flaherty proposera, a dit hier le chef bloquiste. La dernière fois, j'ai pris le temps de lire son budget. M. Flaherty n'a rien retenu de ce qu'on a mis de l'avant. On donne une deuxième chance à tous les partis d'appliquer (les mesures qu'on propose). »

M. Duceppe a rappelé que c'était actuellement le Parti libéral qui « maintenait les conservateurs au pouvoir ».

« Nous faisons des propositions concrètes. Que les autres en fassent et on débattrait au mérite de ces propositions pour aider les hommes et les femmes aux prises avec cette terrible crise », a-t-il réclamé.

Le gouvernement conservateur a réagi au plan bloquiste en dénonçant le fait qu'aucune mesure n'est proposée pour l'industrie de la culture, qui emploie 650 000 travailleurs au Canada.

« Nous faisons des propositions concrètes. Que les autres en fassent et on débattrait au mérite de ces propositions pour aider les hommes et les femmes aux prises avec cette terrible crise. »

serrer le filet social, notamment en abolissant le délai de carence de deux semaines avant d'avoir accès à l'assurance emploi. Des investissements de 7 milliards sont aussi réclamés pour stimuler l'emploi et l'investissement, surtout pour les secteurs manufacturier et forestier.

Le parti souverainiste demande par ailleurs au fédéral de faire des dépenses stratégiques pour réduire la dépendance du Canada au pétrole, tout en stimulant l'économie.

Ignatieff tente de défaire le gouvernement pour forcer la tenue d'élections générales. Mais du même souffle, le chef bloquiste souligne que ce ne serait « pas responsable » de défaire un gouvernement, peu importe de quel parti, qui adhérerait à ses propositions.

Un sondage CROP-La Presse indiquait hier que pour la première fois en cinq ans, le Parti libéral devance le Bloc dans les intentions de vote au Québec. La perspective d'élections au

Mai 2009 : Mois du Mont-Royal



Les activités en mai à ne pas manquer :

LA 18^e CORVÉE DU MONT-ROYAL
le 10 mai

- Forum public • Causeries
- Randonnées guidées
- Kiosques sur la biodiversité
- Activités aux grandes institutions de la montagne

lemontroyal.qc.ca • 514 843-8240

Montréal

les amis de la montagne

Partenaire principal :

La Fondation des amis de l'Environnement

Merci à notre partenaire principal pour offrir à la communauté un moyen de contribuer à la conservation du mont Royal

LA PRESSE

VIE DE FAMILLE

Un (rare) hommage à l'école publique



SILVIA GALIPEAU
SOCIÉTÉ

Surprise: un nouveau documentaire prend l'affiche demain à l'ONF, non pas pour montrer du doigt l'école publique québécoise, mais bien pour lui rendre hommage.

Attention: il ne s'agit pas ici de n'importe quelle école publique, mais bien d'une petite école à vocation musicale de Sherbrooke, l'école primaire du Sacré-Coeur, fréquentée par le réalisateur Michel Lam lui-même, dans son enfance.

Dans ... et la musique, vous n'entendez donc pas parler de réforme, de décrochage, de taxage, ou de troubles d'apprentissage. Au contraire: le réalisateur a choisi de poser sa caméra sur trois jeunes, laissant défilier leur quoti-

dien en musique. L'angle est donc plus poétique que politique. Quoique...

On y fait la connaissance du petit Alexis, six ans et presque trois quarts, à sa découverte de la musique en 1^{re} année; de Rachel, 4^e année, qui joue du piano jusque sur sa table de cuisine; et d'Anne-Catherine, 6^e année, à la sensibilité contagieuse. De la rentrée scolaire au spectacle de fin d'année, Michel Lam nous transporte dans leurs cours de violon, leurs classes de mathématiques, et leurs interrogations de lecture. Leurs journées n'ont rien de routinier: rarement sagement assis, ils sont plutôt toujours debout, en groupe, à bouger ou à chanter. Même pour apprendre le nom des os du corps humain, ils dansent... le rap!

« Ce qui m'importait, c'était de parler de la place de l'art dans la société, explique le réalisateur en entrevue. De montrer que la culture, l'art, peuvent être utiles au quotidien. » D'où le choix de son sujet, l'école Sacré-Coeur, qui, de par sa vocation musicale, amène les jeunes à être non seulement motivés, mais en prime à



« aimer l'école ». « Il y a tellement d'aspects positifs: la motivation, la rigueur, la discipline, le travail collectif, le respect de soi, l'écoute, c'est innombrable. »

Même les garçons y trouvent leur compte, souligne-t-il. « Les garçons ont besoin de bouger, mais pas nécessairement de faire du sport. Ici, on

change toujours d'activités: 30 minutes, et puis on passe à autre chose. »

En bon élève, Michel Lam a consulté une foule d'études sur les bienfaits de la musique sur les enfants. Mais ce ne sont pas les chiffres qu'il voulait communiquer. « Je voulais qu'on le comprenne par le sentiment. Je voulais amener le spectateur dans cet univers-là. »

Un univers selon lui drôlement motivant. Car finalement, il ne faut pas grand-chose pour stimuler un enfant. Il suffit d'« un programme qui amène l'enfant à s'impliquer, à développer un sentiment d'appartenance avec l'école et avec les groupes d'élèves qui l'entourent. »

Réaliste, Michel Lam sait toutefois très bien que toutes les écoles primaires du Québec ne pourraient pas reproduire ce modèle. Mais si seulement elles pouvaient s'en inspirer, rêve-t-il...

... et la musique, du 1^{er} au 7 mai, à l'ONF.

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste: silvia.galipeau@lapresse.ca

POUR EN FINIR AVEC L'ECZÉMA

Finis la cortisone et les antibiotiques? Une étude, publiée dans le dernier numéro de la revue *Pediatrics*, suggère en effet que quelques gouttes d'eau de Javel dans le bain permettraient à elles seules d'atténuer de façon importante les symptômes de l'eczéma, une maladie chronique qui touche bon nombre de bambins. Apparemment, l'eau de Javel s'attaquerait directement à la bactérie responsable de la maladie. Seule contre-indication: le visage, évidemment, qui ne doit en aucun cas être submergé dans de l'eau javellisée, précisent les chercheurs.



PRÉVENIR L'OBÉSITÉ

On n'y échappera pas, c'est un fléau grandissant. Histoire d'aider les parents à mieux s'outiller pour prévenir l'obésité, les Éditions du CHU Sainte-Justine viennent de publier un guide pratique: *Prévenir l'obésité chez les enfants, une question d'équilibre*, afin de comprendre enfin les courbes de croissance, les règles de vie à établir, les bons aliments à cibler et, toujours, l'estime de soi à valoriser.

CITATION DE LA SEMAINE

Thomas, 4 ans, mange un kiwi. Son père lui demande s'il est bon. Le petit répond:
« Peut-être que non, peut-être kiwi! »
 (Envoyé par Sébastien Loiseau.)

Un mot d'enfant? Écrivez à la journaliste!

DES NOUVELLES DE LA MÈRE BLOGUE

Dimanche 6h00 — Pour ou contre le camp de vacances?
Lundi 21h32 — Chroniques d'un père indigne?
Mercredi 12h30 — Des enfants piégés par la télé-réalité

Pour poursuivre la discussion: www.cyberpresse.ca/mere

LIQUIDATION DE FAILLITE

Le Géant Motorisé **VIENT D'ACHETER** UNE FAILLITE PLUS DE 50 MOTORISÉS

ON VOUS ATTEND AU 1600 RUE LOUIS-MARCHAND, BELOEIL (près des maisons Bonneville)

DÉPÊCHEZ-VOUS ET PROFITEZ DE CES SPÉCIAUX!

Exposition à Beloeil, voir plan ci-bas

<p>NEUF A2456 2009 TRIPLE E (Commander) 2 extensions 34.3 pieds Rég.: 179 950\$ Spécial: 149 950\$ REPRISE DE FINANCE</p>	<p>NEUF A2473 2009 TRIPLE E (Empress Tag) 4 extensions 39.6 pieds Diesel 500 HP Rég.: 492 950\$ Spécial: 492 950\$</p>	<p>NEUF A2454 2009 TRIPLE E (Invitation) A 3931 Q 3 extensions 39.6 pieds Diesel 400 HP Rég.: 269 950\$ Spécial: 269 950\$</p>	<p>NEUF A2455 2009 TRIPLE E (Empress) A 4005 K 4 extensions 40.2 pieds Diesel 425 HP Rég.: 359 950\$ Spécial: 359 950\$</p>	<p>NEUF A2457 2009 TRIPLE E (Commander) A 3712 FES 3 extensions 36.10 pieds Rég.: 179 950\$ Spécial: 179 950\$</p>	<p>NEUF A2471 2008 TRIPLE E (Invitation) A 3931 Q 2 extensions 31 pieds Rég.: 104 950\$ Spécial: 104 950\$ REPRISE DE FINANCE</p>
<p>NEUF A2464 2008 TRIPLE E (Embassy) A 30FB 2 extensions 36 pieds Rég.: 119 950\$ Spécial: 119 950\$ REPRISE DE FINANCE</p>	<p>NEUF A2461 2008 TRIPLE E (Embassy) A 30 GSE 2 extensions 30 pieds Rég.: 104 950\$ Spécial: 104 950\$ REPRISE DE FINANCE</p>	<p>NEUF A2450 2008 TRIPLE E (Embassy) A 30 G 1 extension 31 pieds Rég.: 104 950\$ Spécial: 104 950\$ REPRISE DE FINANCE</p>	<p>NEUF A2449 2008 TRIPLE E (Embassy) A 30 G 1 extension 31 pieds Rég.: 104 950\$ Spécial: 104 950\$ REPRISE DE FINANCE</p>	<p>NEUF A2452 2008 TRIPLE E (Embassy) A 30 G 1 extension 31 pieds Rég.: 105 950\$ Spécial: 105 950\$ REPRISE DE FINANCE</p>	<p>NEUF A2467 2008 TRIPLE E (Invitation) A 391 Q 4 extensions 39 pieds Diesel 330 HP Rég.: 199 950\$ Spécial: 199 950\$ REPRISE DE FINANCE</p>
<p>NEUF A2472 2007 TRIPLE E (Invitation) A 391 Q (jamais mis en service) 4 extensions 39 pieds Diesel Mercedes 330 HP Rég.: 176 950\$ Spécial: 176 950\$ REPRISE DE FINANCE</p>	<p>NEUF A2466 2007 TRIPLE E (Embassy) 2 extensions 31 pieds 18 149 km Rég.: 98 950\$ Spécial: 98 950\$ REPRISE DE FINANCE</p>	<p>NEUF A2309C 2006 EPIC (Embassy) 3480 DS 2 extensions 35 pieds 23 799 milles Rég.: 89 950\$ Spécial: 89 950\$</p>	<p>A2478 YELLOWSTONE (Country Club) 2 extensions 37 pieds Diesel 300 HP 6 625 km DÉJÀ VENDU VENDU À STE-JULIE</p>	<p>A2404B ALLEGRO BUS 4 extensions 40 pieds Diesel 400 HP 29 448 milles Rég.: 169 950\$ Spécial: 169 950\$</p>	<p>A2322B KOUNTRY STAR 3667 2 extensions 37 pieds Diesel 300 HP 80 538 km Rég.: 98 950\$ Spécial: 98 950\$</p>
<p>NEUF B659 2009 TRIPLE E (Regency) GT 28 DB 2 extensions 28 pieds Rég.: 98 950\$ Spécial: 98 950\$ REPRISE DE FINANCE</p>	<p>NEUF B655 2008 LEISURE TRAVEL 21 pieds Essence 6 L GM Rég.: 83 950\$ Spécial: 83 950\$ REPRISE DE FINANCE</p>	<p>NEUF B654 2007 LEISURE TRAVEL VANS FREE SPIRIT 210B (jamais mis en service) 21 pieds Diesel Mercedes 2.7 L Rég.: 88 950\$ Spécial: 88 950\$ REPRISE DE FINANCE</p>	<p>LE GÉANT MOTORISÉ INC.</p>	<p>NEUF C359 2009 TRIPLE E (Regency) C 30 G 1 extension 30 pieds Rég.: 98 950\$ Spécial: 98 950\$ REPRISE DE FINANCE</p>	<p>NEUF C352 2008 BIG FOOT 30 MH 27 DSL 2 extensions 27 pieds Essence Ford V-10 Triton Rég.: 97 950\$ Spécial: 97 950\$ REPRISE DE FINANCE</p>
<p>NEUF C355 2008 BIG FOOT 30 MH 24 DB 24 pieds Diesel Ford Turbo, 6 L Rég.: 89 950\$ Spécial: 89 950\$ REPRISE DE FINANCE</p>	<p>NEUF C358 2006 TRIPLE E (Regency) C 30 GLX (jamais mis en service) 1 extension 30 pieds Rég.: 77 950\$ Spécial: 77 950\$ REPRISE DE FINANCE</p>				



450-281-0734

OUVERT 7 JOURS SUR 7
LUNDI AU VENDREDI DE 9H À 17H30
SAMEDI DE 9H À 17H
DIMANCHE DE 10H À 16H
GRATUITS ENTRÉE ET STATIONNEMENT

400 UNITÉS EN PHOTOS SUR NOTRE SITE WEB

www.legeantmotorise.com

LE GÉANT MOTORISÉ INC.



ACTUALITÉS

PROCÈS DE FRANCIS PROULX

Pas de lien entre antidépresseurs et violence, selon un témoin de la défense

CAROLINE TOUZIN

QUÉBEC — Il n'y a « aucune information valable avec une base scientifique concernant un lien entre les antidépresseurs et la violence ».

Après avoir fait une revue exhaustive de la littérature scientifique traitant des antidépresseurs, le témoin expert Claude Rouillard « n'a pas trouvé grand-chose » sur un lien entre la consommation de ce type de médicament et des actes violents, a-t-il expliqué aux jurés au procès de Francis Proulx, hier, au palais de justice de Québec.

Cet expert en neuropsychopharmacologie de l'Université Laval a mis en garde les jurés contre ce qui circule sur le web. « Sur l'internet, il y a des histoires à faire peur, mais elles sont plus ou moins crédibles », a précisé celui qui témoignait à la demande de la défense.

En faisant ses recherches, le D^r Rouillard a trouvé une seule étude sur des « événements hostiles » vécus par des patients qui prenaient des antidépresseurs ou qui venaient de cesser d'en prendre. Mais cette étude ne traite

L'avocat de Francis Proulx, M^e Jean Desjardins.

pas spécifiquement de l'Effexor. Moins de 1 % des patients traités pour la dépression avec ce type de médicament ont vécu un « événement hostile ». Ce serait 0,53 % des patients sous antidépresseurs contre 0,33 % des patients traités pour la dépression sans antidépresseur, a noté l'expert.

PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, ARCHIVES LA PRESSE

L'avocat de la défense, Jean Desjardins, n'a d'ailleurs pas insisté sur cette portion du témoignage de l'expert qui n'avantageait vraisemblablement pas son client. Le D^r Rouillard n'a même pas pu détailler ce qu'était un « événement hostile ».

Des explications complexes

Au cours de l'interrogatoire, l'avocat de la défense a plutôt mis l'accent sur un avis émis par Santé Canada depuis 2004. Selon cet avis, « des rapports d'essais cliniques et de post-commercialisation ont décrit la survenue de manifestations indésirables sévères de type agitation, accompagnées d'automutilation ou de mal à autrui chez des enfants et des adultes recevant des antidépresseurs ». Comme tous les autres médicaments, l'Effexor peut créer des effets indésirables chez un patient, a aussi indiqué l'expert.

Au moment du choix du jury, les candidats retenus ne devaient pas connaître ni encore moins consommer de l'Effexor. Hier, les 12 jurés ont eu droit à un long et aride exposé magistral sur les mécanismes d'action des médicaments sur le système nerveux central. Le juge Jacques Lévesque a même souligné à quel point les explications étaient complexes. « Malgré tous les efforts de l'expert, on n'est pas des élèves faciles », a dit le

magistrat. À la fin de la journée, l'expert n'avait pas encore parlé des effets de l'Effexor sur Francis Proulx, si bien qu'il poursuivra son témoignage lundi.

En matinée, le juge Lévesque n'a pas expliqué devant les jurés les « questions de droit » pour lesquelles il avait ajourné la veille. Avant de les convoquer, il a toutefois tenu un débat hors jury, dont les médias ne peuvent rapporter la teneur.

Cet ajournement-surprise est survenu au lendemain du témoignage de l'expert de l'Institut Philippe-Pinel, Louis Morissette. Le psychiatre a avoué avoir « menti » sous serment et s'être « trompé » sur la preuve consultée pour préparer son témoignage. Il avait toutefois précisé que cela ne changeait rien aux conclusions de son expertise. Selon lui, Francis Proulx n'aurait pas tué Nancy Michaud s'il n'avait pas consommé de l'Effexor.

Hier matin, le magistrat a donné des directives générales au jury sur la façon d'apprécier le témoignage d'un témoin expert – un témoin qui a des connaissances spécifiques dans un domaine particulier. « Leurs témoignages ne sont toutefois pas différents des autres témoignages. C'est à vous d'apprécier leur degré de crédibilité », a indiqué le magistrat.

Francis Proulx, 29 ans, est accusé du meurtre prémédité de Nancy Michaud, une mère de famille de 37 ans. Tous deux vivaient à Rivière-Ouelle dans le Bas-Saint-Laurent.

Dès le 1^{er} mai

Du [neuf] pour les travailleurs

Pour stimuler l'économie et lutter contre la pauvreté, le gouvernement du Québec agit.

- Hausse du salaire minimum de 8,50\$ à [9\$] l'heure.
- Hausse du salaire au pourboire de 7,75\$ à [8\$] l'heure.

Pour en savoir plus :

www.cnt.gouv.qc.ca

1 800 265-1414 • 514 873-7061

Commission des normes du travail

Québec

Meurtre et démembrement de Shane Jimrattie

Poussée dans les câbles, l'accusée manque d'explications

CHRISTIANE DESJARDINS

Ayant pris connaissance de la preuve dans le meurtre et le démembrement de Shane Jimrattie, Nadège Merceus a ajusté son témoignage pour tout mettre sur le dos de son coaccusé, Michel Côté.

Voilà ce que M^e Christian Gauthier, l'avocat de Côté, a tenté de faire admettre à Nadège Merceus, hier, pendant un contre-interrogatoire serré. La femme de 31 ans, grande consommatrice de drogues, soutient qu'elle était enfermée dans la salle de bains de leur appartement et en train de fabriquer du crack quand son conjoint, Michel Côté, a tué Jimrattie à coups de marteau, durant la nuit du 16 avril 2007, et l'a ensuite découpé en morceaux.

Selon son témoignage, c'est elle qui a appelé Jimrattie en pleine nuit pour obtenir de la drogue. Le jeune homme de 21

Nadège Merceus ne peut pas expliquer pourquoi, soudainement, Côté a décidé d'assassiner Jimrattie, qu'il voyait pour la première fois de sa vie.

ans, qu'elle connaissait bien et qu'elle décrit comme sympathique, est venu livrer 1,7 gramme de cocaïne. Elle lui a remis les 125 \$ que coûtait cette commande, assure-t-elle. Elle ne peut expliquer pourquoi, contrairement à ses habitudes, Jimrattie n'a pas quitté les lieux immédiatement après sa livraison.

Selon la preuve, il n'avait d'ailleurs pas l'intention de s'attarder, car il avait garé sa voiture en double file, laissé le moteur en marche. M^{me} Merceus ne peut pas expliquer non plus pourquoi, soudainement, Côté a décidé d'assassiner Jimrattie, qu'il voyait pour la première fois de sa vie.

M^e Gauthier a demandé à M^{me} Merceus si elle se plaçait dans la salle de bains, au moment fatidique, afin de s'enlever commodément de la scène de crime. M^{me} Merceus a répondu qu'elle fait toujours ça, « se mettre à l'écart » pour fabriquer du crack, car elle n'aime pas être vue en train

de « cuire ». Cela afin de ne pas l'enseigner aux autres...

La naïveté et l'ingéniosité

M^e Gauthier a aussi tenté de faire dire à M^{me} Merceus que Michel Côté était un naïf alors qu'elle est beaucoup plus dégourdie (l'avocat a dit « streetwise »), ayant commencé à consommer avec sa propre mère et ayant essentiellement frayed dans le milieu de la drogue, avec des criminels et des prostituées, état qu'elle-même a connu. Pour sa part, Côté, 45 ans, a passé sa vie à Notre-Dame-de-la-Paix, un petit village en Outaouais, où il a longtemps été boucher, puis menuisier. Il s'est installé à Montréal en août 2006, pour faire des réparations dans les immeubles que son beau-frère possédait dans Rosemont. C'est là qu'il a rencontré Nadège Merceus, qui habitait chez un locataire d'un de ces immeubles. Côté s'est mis en ménage avec elle dès le début d'octobre, et il a quitté sa conjointe des 27 dernières années, qui était restée à Notre-Dame-de-la-Paix.

M^{me} Merceus vivait d'aide sociale et faisait des commissions de drogue pour payer sa consommation avant de fréquenter Côté. Quand elle habitait avec ce dernier, c'est lui qui la faisait vivre et qui payait son crack. Côté s'est mis à consommer lui aussi, même si elle ne voulait pas qu'il le fasse, jure-t-elle. Il est vite devenu accro et jaloux. M^e Gauthier a alors fait remarquer au témoin que seul son ADN à elle a été retrouvé sur les nombreuses pipes artisanales découvertes par la police dans leur logement, après le crime.

Les restes de Shane Jimrattie ont été découverts le soir du 17 avril 2007, dans des sacs, dans la Ford Explorer de Côté. Les policiers ont alors envahi le quartier. Merceus soutient que Côté lui a dit de se sauver, et que lui s'en allait se pendre sur le toit. Côté s'est fait arrêter ce soir-là, tandis qu'elle a réussi à passer le cordon policier. Le soir même, elle a rencontré un autre homme, avec qui elle s'est rapidement mise en ménage. Il s'agit de Jean-Sébastien Brunelle, avec qui elle a fini par se battre. Ils consumaient abondamment.

En fin d'après-midi, c'est la procureure de la Couronne, Hélène Di Salvo, qui a pris la relève. Son contre-interrogatoire, musclé également, se poursuivra ce matin. Rappelons que Michel Côté, 45 ans, et Merceus, 31 ans, sont conjointement accusés du meurtre de Jimrattie et d'outrage à son cadavre.

COUPE CANADA CUP

30 AVRIL - 3 MAI
CENTRE SPORTIF DU PARC OLYMPIQUE
MONTRÉAL

APRIL 30 - MAY 3
OLYMPIC PARK SPORTS CENTRE
MONTREAL

GRAND PRIX DE PLONGEON DE LA FINA

COUPE CANADA CUP 2009

FINA DIVING GRAND PRIX

Présentée par / Presented by

speedo

FINA

Canada

Québec

LA PRESSE

Adup

Royal Versailles

www.diving.ca

ACTUALITÉS

Normand Descôteaux connaît encore des démêlés avec le fisc

ANDRÉ CÉDILOT

Ami du chef des Hells Angels Nomads Maurice Boucher, l'ancien joueur de hockey des Nordiques de Québec Normand Descôteaux connaît des démêlés avec le fisc depuis sa condamnation en 2001, en marge d'un florissant «commerce» de prêts usuraires qu'il exploitait clandestinement avec son fils Stéphane et un certain Daniel Desruisseaux, chargé de collecter les mauvais payeurs.

Après avoir laissé 4,5 millions en amendes en Cour du Québec, Descôteaux et les proches qui l'ont aidé à recycler son argent sale sont aujourd'hui poursuivis pour une somme globale de 2,9 millions. Les cotisations portent sur les années 2002 à 2008. Le gros de l'impôt a été éludé à l'aide d'une fiducie mise sur pied en 2006, indique un jugement rendu le 3 avril, en Cour fédérale.

Essentiellement, les inspecteurs du fisc reprochent à la fiducie administrée par des membres de la famille de l'usurier mont-réalais d'avoir caché tous ces millions par le biais d'une série d'au moins 26 transactions immobilières «complexes et nébuleuses» avec des entreprises ayant «de nombreux liens entre elles et les individus qui font affaire avec la fiducie», précise le document judiciaire.

Un exemple: la fiducie émet un chèque à un notaire pour financer l'achat d'un immeuble. Ce financement n'est assorti d'aucune garantie hypothécaire, si ce n'est un document sous seing privé (prêt à demande). Le jour même ou le jour suivant, l'immeuble est parfois revendu 50 000\$ au-dessus de la somme accordée par la fiducie. Le nouvel acheteur paie son dû au vendeur grâce à un prêt contracté dans une institution financière. De son côté, la fiducie se voit rembourser le prêt

qu'elle a consenti, ainsi qu'un léger intérêt. Comme elle avance aussi le dépôt exigé du deuxième acheteur – de sorte qu'il n'ait pas à déboursier un sou de sa poche pour l'achat de l'immeuble – la fiducie se voit aussi rembourser ce dépôt.

Selon les enquêteurs fédéraux, les profits de la fiducie passaient par la société Gestion Malgraf, spécialisée dans l'affacturage de chèques. Sise au 1555, boulevard des Laurentides, à Laval, cette entreprise a fait l'objet de perquisitions de la police dans le passé. Les propriétaires sont apparentés au riche caïd du narcotrafic Albert Thibault, sorti de prison l'an dernier.

Au passage, les enquêteurs de Revenu Canada écorchent le comptable de la fiducie, Marco Boulanger, et un notaire qui a instrumenté plusieurs transactions. Deux des entreprises «acheteuses et revendeuses» opèrent sous pas moins de 22 noms différents. Entre le 6 mars et le 3 avril 2008, une entreprise de gestion sous la coupe de Descôteaux a réalisé un profit de 374 700\$ en revendant le jour même ou le lendemain trois immeubles situés dans l'est de Montréal. L'un d'eux, rue Sainte-Catherine, abrite le restaurant Club Sandwich, qui a maintes fois servi de lieu de rencontre à Maurice Boucher et ses troupes.

«Normand Descôteaux a été à la tête d'un réseau de fraude par financement hypothécaire par surévaluation», estiment les enquêteurs. Tout en leur donnant raison sur le fond, le juge Beaudry, de la Cour fédérale, parle pour sa part de «comportement et de pratiques commerciales peu orthodoxes» de Descôteaux et ses proches. Il a donc rejeté avec dépens la requête que ces derniers avaient déposée l'an dernier pour faire annuler les cotisations qui leur sont imposées, totalisant 2,9 millions.

Arrestations liées aux gangs de rue à Blainville



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

Deux jeunes hommes qui seraient liés aux gangs de rues ont été arrêtés hier en fin d'après-midi à Blainville. Du même coup, les policiers de l'escouade régionale mixte ont mis la main sur une centaine de plants de cannabis cultivés dans le sous-sol d'une résidence, dans le quartier Fontainebleau. Interrogés par *La Presse*, les deux suspects se sont dits victimes d'un coup monté par le propriétaire de la résidence. – Daphné Cameron

EN BREF

Brian Mulroney aurait poussé pour que le projet Bear Head avance

Un ancien chef de cabinet de Brian Mulroney a affirmé qu'un premier ministre plutôt impatient l'avait personnellement assigné à surmonter la résistance bureaucratique à l'égard du projet de construction de véhicules blindés Bear Head, et à veiller à ce que l'entente aille de l'avant. Hier, lors de son témoignage devant la commission d'enquête publique sur les relations entre Brian Mulroney et l'homme d'affaires germano-canadien Karlheinz Schreiber, Norman Spector a affirmé que M. Mulroney lui a donné ses ordres à cet effet dans le mois qui a suivi son arrivée au poste de chef de cabinet, durant l'automne de 1990. Selon M. Spector, l'ex-premier ministre semblait alors être très frustré. L'ancien chef de cabinet a en outre raconté être sorti de cette rencontre avec le sentiment que M. Mulroney voulait voir ce projet se concrétiser. Le projet Bear Head, qui aurait mené à l'implantation d'une usine de la firme allemande Thyssen AG au Cap-Breton pour y faire construire et exporter des véhicules blindés, est au cœur de l'enquête présidée par le juge Jeffrey Oliphant. M. Spector a également affirmé que son implication dans ce projet était exceptionnelle. Il a raconté qu'il s'agit de la seule occasion dont il se souvient où on lui a attribué ce type d'assignation au cours de l'année et demie qu'il a passée au poste de chef de cabinet. – La Presse Canadienne

Les télé veulent diffuser une confession de Stéphan Dufour

La Cour suprême entendra la requête déposée par la Société Radio-Canada et le Groupe TVA, qui réclament de pouvoir diffuser des images d'une confession de Stéphan Dufour, cet Almatois reconnu non coupable en décembre dernier d'avoir aidé son oncle à mourir. Lors du procès, le jury a pu prendre connaissance d'images de Stéphan Dufour qui fait une déclaration aux policiers, avant sa mise en accusation. Le juge a permis aux médias d'avoir une copie des images, mais leur a interdit de les diffuser. Il a fait référence à une ordonnance rendue en octobre 2004 par la Cour supérieure qui interdit la diffusion d'extraits sonores d'audiences. Les journalistes contestent déjà cette ordonnance qui les confine également à certains endroits désignés des palais de justice pour mener des entrevues. La Cour suprême rendra donc sa décision sur la diffusion des images de Stéphan Dufour en même temps qu'elle se prononcera sur l'ordonnance. – Judith Lachapelle

Mort suspecte à Valleyfield

La Sûreté du Québec (SQ) enquête sur la mort suspecte d'une femme de 62 ans retrouvée sans vie hier soir à Salaberry-de-Valleyfield. Son corps a été découvert vers 18h dans un garage emmêlé en appartement situé à l'arrière d'une résidence de la rue Saint-Raphaël. La SQ n'a pas donné davantage de détails, hier. Selon un voisin, Gilbert Gauthier, la victime, prénommée Huguette, vivait dans un autre logement de la rue Saint-Raphaël et travaillait dans le milieu de la restauration. – La Presse

Mes articulations... Un cri du cœur!

Vous n'en pouvez plus! Les articulations prises dans le béton. Des sensations de raideurs, de douleurs jusque dans l'os. La vie devient misérable. Un jour, nos articulations crient leur usure. Mais rien ne vous oblige à souffrir. Voici une solution toute simple, sans malice et terriblement efficace. Vos articulations vous font souffrir et vous recherchez des solutions naturelles? Voici une réponse faite pour vous! *Flex-O-Flex Chondrin*, un comprimé de sulfate de chondroïtine, pris deux fois par jour aux repas du midi et soir, aide à soulager vos douleurs. Tout simplement! C'est cela qu'il vous faut!

Le *Chondrin de Flex-O-Flex* contient également entre autres, de la bêche de mer et de la spirae ulmaria, deux produits anti-inflammatoires qui rendent notre produit efficace et différent de la concurrence.

Chondrin contribue à la formation de tissus conjonctifs. Ces tissus qui occupent les intervalles entre les organes ou entre les éléments d'un même organe et qui assurent les rôles de lien, de remplissage, d'emballage et de soutien dans les articulations endommagées. *Chondrin* aide à soulager les douleurs dans les os et dans les articulations. Qu'est-ce qu'il vous faut de plus? Le paradis à la fin de vos jours? Si vous voulez, mais essayez donc d'y arriver avec des articulations en bonne forme. C'est mieux pour passer l'éternité et plus commode pour sauter d'un nuage à l'autre.

Achetez une boîte de 50 comprimés et obtenez-en une GRATUITEMENT*



Offre valide du samedi 2 mai au mardi 5 mai 2009

Chondrin, c'est certain! Là où ça fait mal!

Flex-O-Flex^{MD} Chondrin^{MC}: titulaire d'une licence pour les produits de santé naturels NPN 80001547

Disponible aux endroits suivants :		* Jusqu'à épuisement de l'inventaire
Espace Santé Beauté Johanne Verdon 1278, rue Jean-Talon est Montréal www.johanneverdon.com	514 279-3709	Espace Santé Beauté Johanne Verdon 145A, boul. des Promenades St-Bruno (Promenades St-Bruno)
Espace Santé Beauté Johanne Verdon 2750, chemin Ste-Foy (Plaza Laval) Bureau 109, Ste-Foy	418 656-1266	Espace Santé Beauté Johanne Verdon 100, boul. Brien, Galeries Rive-Nord Repentigny
Boutique Luc Mathieu 5455, boul. des Forges Trois-Rivières	819 378-7777	Espace Santé Beauté Johanne Verdon 1128, boul. St-Joseph, Terrasses Des Lilas Drummondville
Boutique Luc Mathieu 104, route du Président-Kennedy Lévis	418 833-5933	Vitavie au naturel 3333, boul. du Carrefour Promenade Beauport
Commandes postales pour les boutiques Luc Mathieu ligne sans frais: www.boutiquesantelucmathieu.com	1 877 511-3368	Ferti 2000: commandes postales Tél.: 514 272-1365. Ligne extérieure: 1 800 272-1365 • Lundi 8h à 18h • Mardi au vendredi 8h à 17h • Samedi 7h à 17h • Dimanche 7h à 17h
		Bio-Actif inc. Heures d'ouverture restreintes 880, rue Michèle-Bohec Blainville
		450 979-2506

ACTUALITÉS

Des cols bleus pris la main dans le sac

Les bacs verts aux ordures

FRANÇOIS CARDINAL

Après avoir eu la surprise de voir des camions à ordures ramasser leurs matières recyclables, des résidents du Plateau ont été encore plus étonnés de voir des cols bleus...jeter carrément leur bac vert dans le camion.

Plusieurs citoyens ont en effet composé le 311, le 6 avril dernier, après avoir vu l'équipe de collecte lancer dans son camion, sans ménagement, l'ensemble de leurs matières recyclables ainsi que le bac qui les contenait.

Ces appels se sont ajoutés à ceux d'autres résidents de l'arrondissement qui, revenant du bureau en fin de journée, ont constaté ce qu'ils croyaient être, à tort, le vol de leur bac de récupération.

« Dès que cette situation nous a été rapportée, un avis a été émis au contremaître pour que les employés sachent qu'après avoir vidé le bac, ils doivent le laisser sur le trottoir », a précisé Michel Tanguay, porte-parole de l'arrondissement.

On reconnaît ainsi que plusieurs bacs en bon état – sans vouloir préciser combien – ont dû être remplacés sans raison apparente, dans un quadrilatère bien spécifique situé entre les rues Saint-Denis et Saint-Hubert, au nord de Rachel.

« Une enquête administrative est en cours pour faire la lumière sur cet incident, qui ne s'est pas répété depuis », a ajouté M. Tanguay.

L'équipe en cause ignorait-elle que les bacs sont réutilisables? Voyait-elle ces drôles de contenants



Plusieurs citoyens ont composé le 311, début avril, après avoir vu l'équipe de collecte lancer dans son camion, sans ménagement, l'ensemble de leurs matières recyclables ainsi que le bac qui les contenait.

verts pour la première fois? Ou a-t-elle décidé d'utiliser les bacs comme moyen de pression? Mystère.

« La motivation de ce geste fait justement partie de l'enquête en cours », s'est-on contenté de répondre.

Des citoyens interrogés ont émis l'hypothèse que les cols bleus préfèrent ramasser les sacs bleus de récupération plutôt que les gros bacs verts, ce qui les aurait poussés à jeter ces derniers. Mais cette hypothèse ne tient pas

la route, puisque le Plateau n'offre pas ce genre de sacs, contrairement à l'arrondissement voisin de Ville-Marie.

On ne peut non plus mettre en cause leur préférence pour les nouveaux bacs-sacs, puisque

ces derniers n'ont pas encore été distribués dans l'arrondissement. Le projet-pilote, qui touchera un millier de portes dans le Plateau, accuse en effet un certain retard, pour des raisons qui n'ont pas encore été précisées.

L'incident des jeteurs de bacs s'ajoute à une autre histoire, qui a laissé là aussi bien des citoyens perplexes dans le secteur. En pleine crise du recyclage, en janvier dernier, plusieurs citoyens avaient en effet contacté *La Presse* après avoir vu des cols bleus vider le contenu de leur bac de récupération directement... dans un camion à ordures.

Ils craignaient évidemment que les matières recyclables qu'ils avaient méticuleusement triées prennent la direction du dépotoir, alors qu'il n'en était rien (et n'en est toujours rien aujourd'hui). C'est que la Ville de Montréal a décidé de retirer au privé cette collecte, afin de la confier à ses employés, tant sur le Plateau, que dans les arrondissements de Ville-Marie, d'Ahuntsic, de Villeray et du Sud-Ouest, notamment.

Cette modification entraîne une autre: le mode de collecte. En effet, la Ville a choisi de convertir certains de ses camions à ordures en camions à matières recyclables. Afin de ne pas trop écraser ces dernières, les camions pouvant contenir 10 tonnes de déchets n'en reçoivent pas plus de 6 tonnes.

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste francois.cardinal@lapresse.ca

QUÉBÉCOISE ENLEVÉE AU DARFOUR

Le père de l'otage confirme sa libération

TOBI COHEN
LA PRESSE CANADIENNE

Le père d'une jeune travailleuse humanitaire québécoise, qui avait été enlevée au Darfour il y a plus de trois semaines, a confirmé la libération de sa fille et indiqué qu'elle se portait bien.

Stéphanie Jodoin et sa collègue française Claire Dubois, toutes deux membres de l'organisation non gouvernementale Aide médicale internationale (AMI), étaient retenues en otages au Darfour depuis le 4 avril.

Le père de M^{me} Jodoin, Denis Jodoin, avait peu de commentaires sur la libération de sa fille, mais il a indiqué qu'il lui avait parlé hier matin et que toute la famille était « très contente » de savoir qu'elle se trouve maintenant en sécurité.

M. Jodoin a précisé que sa fille, une jeune femme originaire de Mont-Saint-Hilaire, en Montérégie, doit faire escale à Paris avant de rentrer au pays. Ce sera ensuite à elle de décider si elle choisit de partager son histoire, a-t-il souligné.

« Tout ce que nous confirmons, c'est qu'elle a été libérée, nous



PHOTO ASHRAF SHAZLY, AGENCE FRANCE-PRESSE

La libération de la Française Claire Dubois (au centre) et de la Québécoise Stéphanie Beaudoin, enlevées au Soudan au début d'avril, a été confirmée hier. Sur la photo, les deux travailleuses humanitaires sont en compagnie du ministre soudanais des Affaires étrangères, Ali Kerti.

lui avons parlé, nous sommes très heureux, mais je ne veux pas m'avancer plus que cela », a indiqué M. Jodoin, joint à Mont-Saint-Hilaire.

« Évidemment, comme vous pouvez l'imaginer, c'est un

grand soulagement, une grande joie pour nous, sa famille », a-t-il ajouté.

Le porte-parole d'AMI, Frédéric Mar, a pour sa part indiqué que Stéphanie Jodoin n'était coordonnatrice de programmes au Soudan

que depuis quelques mois au moment de son enlèvement.

Quant à elle, Claire Dubois était la responsable des programmes médicaux du groupe humanitaire français.

« C'est un grand soulagement pour nous », a affirmé M. Mar, ajoutant que les deux femmes étaient en bonne santé, malgré leur pénible expérience.

« Présentement, nous travaillons pour organiser leur retour et leur réunion avec leurs familles », a-t-il dit.

Le groupe AMI ne figurait pas parmi les 13 organisations humanitaires expulsées par le président du Soudan, Omar el-Bachir, après qu'un tribunal international eut émis un mandat d'arrestation contre lui, le 4 mars.

La présidence française avait confirmé, en début de journée hier, que Stéphanie Jodoin et sa collègue française se trouvaient à Khartoum, pour être prises en charge par l'ambassade de France au Soudan.

Le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, a déclaré que sa compatriote Claire Dubois était

en bonne santé, tout comme M^{me} Jodoin.

Dans un communiqué publié hier, le président de la République française, Nicolas Sarkozy, s'est réjoui de la libération des otages et a remercié ceux dont l'implication a permis un dénouement heureux.

Pour sa part, le ministre des Affaires étrangères du Canada, qui refusait mercredi après-midi de confirmer la libération de la jeune Québécoise, a changé de cap hier et confirmé la nouvelle.

Les deux femmes avaient été enlevées à Ed el-Fursan, dans le sud-ouest du Darfour, par des hommes armés, selon la police du Sud-Darfour.

Vous êtes MÉDECIN?

LIBERTÉ de pratique

RÉMUNÉRATION SUPÉRIEURE
AUCUN INVESTISSEMENT
AUCUNE GESTION ADMINISTRATIVE

OSEZ la différence!

Visitez-nous au:

1786072

VENTE DE PIANOS

à l'école des petits chanteurs du Mont-Royal
Renouvellement des pianos du département de musique. Tous près de l'Oratoire St-Joseph.



29-30-31 mai

+ 60 pianos neufs et usagés

Sur rendez-vous seulement
(514) 276-3333

Par Kawai Canada Musique et le centre musical Italmédici

promotion
DURES DOULEURS DE L'ARTHRITE

Ce que je peux souffrir. Mais, grâce son action transépidermique, la capsaïcine contribue à soulager ma douleur causée par l'arthrite. Des tests en laboratoire ont démontré une diminution de la douleur après plusieurs applications quotidiennes (de 3 à 4 fois par jour), là où ça fait mal.

La capsaïcine réduit les élancements douloureux en empêchant une substance hormonale (substance P) de relier la douleur au cerveau. Ainsi s'explique l'effet bienfaisant. La capsaïcine est un corps bioactif naturel extrait du piment rouge. Il faut des centaines de piments rouges pour obtenir la quantité de capsaïcine contenue dans un seul tube de Flex-O-Flex.

Il faut, de plus, nourrir le cartilage qui souffre de malnutrition. Flex-O-Flex vous apporte une autre solution naturelle. Le Flex-O-Flex Chondrin associe un mélange de chondroïtine, de racine de réglisse, de racine de griffe de chat, de fleurs de reine des prés et d'écorce de saule blanc dans un tourbillon de molécules végétales médicinales.*

* Le Chondrin de Flex-O-Flex contribue à la formation de tissus conjonctifs et aide à soulager les douleurs dans les os et les articulations.

Le plus polyvalent des Flex-O-Flex : une innovation scientifique unique, le plus apprécié des Flex-O-Flex, selon les témoignages et les résultats obtenus. Nulle part on trouvera une formule tout comme Chondrin, de Flex-O-Flex, c'est ça Chondrin, un tsunami de résultats.

Flex-O-Flex^{MD} extrafort - capsaïcine : titulaire d'une nouvelle licence et reconnu par les autorités gouvernementales en tant que produit de santé naturel : NPN 02238157. Le Chondrin de Flex-O-Flex : titulaire d'une nouvelle licence et reconnu par les autorités gouvernementales en tant que produit de santé naturel : NPN 80001547. * Ces allégations font partie intégrante de la licence. En vente partout, mais pas n'importe où!

CAMPAGNE DE FINANCEMENT 2009-2013
osezvousinvestir!



www.fondationdumaire.ca

Lutte contre les gaz à effet de serre

Ottawa veut ralentir Washington

FRANÇOIS CARDINAL

Malgré l'ouverture d'un « dialogue sur les énergies propres » avec Washington, Ottawa fait actuellement pression sur la Californie afin qu'elle abandonne le plus important élément de son plan de lutte contre les gaz à effet de serre.

À mots à peine couverts, le Canada menace même de porter plainte devant les instances de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), en raison de l'impact de la nouvelle norme antipollution californienne sur les sables bitumineux.

Les intentions du gouvernement Harper ont été révélées hier par le Parti vert du Canada, qui a mis la main sur deux lettres émanant des plus hautes instances fédérales. Écrites par l'ambassadeur canadien aux États-Unis, Michael Wilson, et par la ministre des Ressources naturelles, Lisa Raitt, les missives sont adressées directement au gouverneur Arnold Schwarzenegger.

«Le gouvernement a d'importantes inquiétudes concernant la sécu-

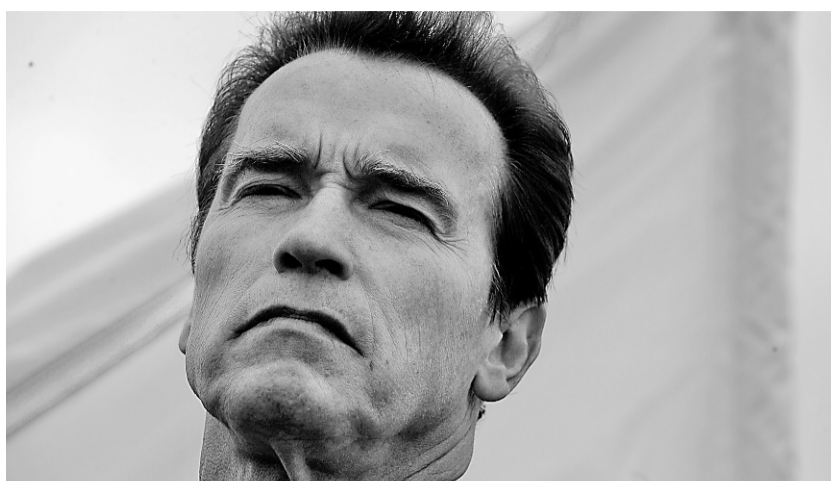


PHOTO ROBYN BECK, ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE
L'ambassadeur canadien aux États-Unis, Michael Wilson, et la ministre des Ressources naturelles, Lisa Raitt, ont envoyé des lettres directement au gouverneur de la Californie, Arnold Schwarzenegger (notre photo).

rité énergétique des Californiens ainsi que l'équité et l'efficacité des normes à l'étude sur la faible teneur en carbone des carburants», note la ministre Raitt dans sa lettre datée du 21 avril dernier.

La ministre fait allusion à la régle-

mentation approuvée le 23 avril dernier (Low Carbon Fuel Standards) par le plus peuplé des États américains. Celle-ci vise une réduction des émissions polluantes provenant des carburants automobiles de 10% d'ici 2020.

La législation exige aussi que les pétrolières diminuent le niveau de polluant associé aux carburants qu'elles mettent en marché sous un certain niveau, ce qui pourrait carrément mener à l'interdiction de la vente d'essence provenant des gisements bitumineux d'Alberta.

«Le traitement inéquitable que pourrait imposer la réglementation au brut canadien nous inquiète vivement, précise Lisa Raitt. Cela pourrait être perçu comme des obstacles aux échanges entre nos deux pays.»

Pour le Parti vert du Canada, cela ne constitue rien de moins qu'une menace d'Ottawa à l'endroit de Washington, qui représenterait la Californie advenant une plainte devant l'ALENA ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

«Nous savons maintenant que le gouvernement conservateur tente par tous les moyens d'empêcher les États-Unis de passer à l'action», a commenté le chef des verts, Elizabeth May, qui se réjouit qu'une bonne dizaine d'autres États améri-

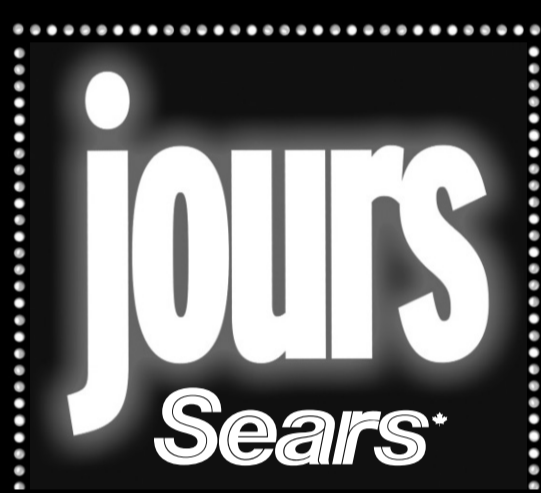
cains envisagent de suivre l'exemple de la Californie.

Pour le député bloquiste Bernard Bigras, l'intention du fédéral est claire: affaiblir le plus possible la réglementation américaine, afin de n'avoir rien à changer. «Il faut se souvenir qu'en janvier dernier, le président Obama a ouvert la porte à une action individuelle des États en matière climatique, ce que le Canada tente de contrecarrer en agissant tel un lobbyiste des pétrolières et des grands manufacturiers d'autos.»

Dans sa lettre, M^{me} Raitt recommande à la Californie de modifier ses calculs, afin que le pétrole bitumineux soit considéré aussi polluant que le conventionnel, et ce, même si Environnement Canada évalue que la production du bitumineux est cinq fois plus polluante.

«Si la suggestion de M^{me} Raitt était retenue, le règlement n'aurait plus lieu d'être, car il ne tiendrait plus compte de l'impact environnemental des différents carburants. Or, il s'agit précisément de son objectif!» note Matthew Bramley, de l'Institut Pembina.

La Presse Canadienne citait dimanche l'avocat Simon Potter, expert des questions de commerce international chez McCarthy Tétrault, qui soutenait que les nouvelles normes californiennes seraient fort probablement jugées «discriminatoires» si une plainte était déposée devant l'OMC ou l'ALENA.



avec en vedette: Nos plus bas prix de la saison sur une sélection d'articles dans tout le magasin

3 derniers jours

Du vendredi 1^{er} mai au dimanche 3 mai 2009

Offres de durée limitée de samedi, de 8 h à midi

rabais **50%**
*Tous les vêtements
Jessica^{®/MD}
et Jessica
Weekend^{™/MC}
à prix ordinaires



rabais **50%**
*Tous les vêtements
Retreat^{®/MD}
à prix ordinaires
pour hommes

Et, *Toute la mode masculine et féminine est en solde!

- Dockers^{MD} • Columbia^{MD} • Retreat • Solitude^{MD} • Alia • "TanJay"^{MD} • Nygard • Nevada^{®/MD} • Jessica • Tradition^{®/MD} • Levi's^{MD} • UNIONBAY^{MD} • Point Zero^{MD} et plus

Prime Clinique
seulement chez Sears



Mettez votre visage encore plus en valeur avec les produits performants de Clinique. Accentuez l'éclat de vos yeux avec l'ombre à paupières crème ou rendez vos lèvres plus pulpeuses avec le brillant Lèvres maximum repulpées et brillantes. En prime, avec tout achat de 26,50 \$ ou plus de produits Clinique, avant les taxes. Une valeur de 60 \$*.

Offre en vigueur jusqu'au mardi 12 mai 2009
Une prime par client, dans la limite des stocks.
*Valeur basée sur le prix ordinaire Sears du ml/g

rabais **60%**
*Tous les bijoux
en or à prix ordinaires



RÉG. SEARS
2399,98
RABAIS
50%
1199⁹⁹

Grand ensemble matelas-sommier 2 places
Sealy Posturepedic^{MD} 'Perennial Elite II' à ressorts
ensachés individuellement et plateau-coussin

Aussi en formats lits 1 place, 2 places et TG 2 places

get a better six Sealy Posturepedic



**Tous les ensembles
matelas-sommier Sealy^{MD} à
40-50% de rabais

Et, LIVRAISON GRATUITE avec la carte Sears ou la carte MasterCard[®] Sears^{MD}

*Sur approbation de votre crédit. Il y a des restrictions; détails en magasin. À l'exclusion des achats par catalogue et sur le site Web et des articles à prix de liquidation. ** À l'exclusion des ensembles matelas-sommier Sealy Posturepedic 'Meridian Elite II'.

Prix en vigueur jusqu'au vendredi 8 mai 2009

MONDE

Fini le Wi-Fi pour les écoliers

Une ville française bannit l'internet sans fil pour réduire l'exposition aux ondes électromagnétiques

MARC THIBODEAU

PARIS — Disant craindre pour la santé des élèves, les dirigeants d'une ville de 25 000 habitants du nord de la France viennent de décider de couper le Wi-Fi utilisé par les écoles situées sur son territoire.

La décision survient alors que le gouvernement lance un vaste sommet national pour répondre aux craintes croissantes de la population face à l'impact sur la santé des systèmes de télécommunications par ondes (Wi-Fi, portables, etc.)

« Nous appliquons le principe de précaution. Comme on dit souvent en politique: dans le doute, abstiens-toi », explique en entrevue le maire d'Hérouville Saint-Clair, Rodolphe Thomas.

Les établissements concernés seront désormais reliés à l'internet par connexion filaire de manière à réduire l'exposition des enfants aux ondes électromagnétiques, souligne l'élue, qui affirme avoir pris cette décision à l'issue d'un « travail de fond ».

Il affirme avoir été particulièrement sensibilisé à la problématique par les sorties de chercheurs qui questionnent l'innocuité de ces ondes sur la santé, un sujet qui divise la communauté scientifique.

« Les élus ne doivent pas se voiler la face quant aux risques... Avec l'amiante, ce fut le cas pendant des années et on s'est retrouvé avec un véritable scandale sanitaire », indique le maire.

La Ville entend « cartographier » les antennes réparties sur son territoire de manière à mesurer le niveau d'exposition aux ondes électromagnétiques provenant des systèmes de télé-



Des enfants jouent sur la place des Vosges à Paris. Au premier plan, une affiche indique que le parc est une zone d'internet sans fil. Une première ville dans le nord de Paris a interdit la diffusion Wi-Fi aux abords des écoles pour éviter d'éventuels ennuis de santé chez les enfants.

communications. Elle promet de faire pression ensuite sur les opérateurs de téléphonie si les seuils relevés sont trop élevés.

Enfants et santé

La décision d'Hérouville Saint-Clair est saluée par les ONG qui militent depuis des années pour une régulation plus sévère de ces émissions.

« Utiliser le Wi-Fi, ça signifie augmenter les moments d'exposition et le niveau d'exposition des enfants. Il n'y a aucune raison de le faire alors

que des alternatives, comme la connexion filaire, sont disponibles », souligne Janine Le Calvez, présidente de Priartem, une association militante pour une limitation du niveau d'exposition de la population aux ondes électromagnétiques.

Plusieurs écoles, dit-elle, ont renoncé au Wi-Fi avant même de l'avoir installé par crainte de son impact potentiel sur la santé.

Le Priartem réclame que le seuil d'exposition maximal aux ondes électromagnétiques soit inférieur à 0,6 volt par mètre à

l'échelle du territoire alors que la limite légale est de l'ordre de 40 volts par mètre.

« Le seuil actuel est tellement élevé qu'il est impossible à dépasser. C'est comme si on vous disait que vous pouvez rouler sur l'autoroute à 500 kilomètres à l'heure alors que votre voiture n'a pas la capacité de rouler à cette vitesse », souligne Myriam Hervé, administratrice du Criirem, une association qui réalise des mesures d'exposition aux ondes électromagnétiques à la demande de citoyens concernés.

Le nombre de demandes d'aide ne cesse d'augmenter, ce qui reflète la préoccupation croissante de la population à ce sujet, dit M^{me} Hervé.

Répondre à l'inquiétude

Dans un sondage récent, 80 % des Français sondés se disaient favorables à une réglementation plus sévère des niveaux d'émission d'ondes électromagnétiques. Une revendication partagée par le Parlement européen, qui presse les États du continent de se montrer plus prudents à ce sujet en raison de l'incertitude existante sur le plan scientifique.

En France, la bataille se focalise surtout sur les antennes relais utilisées par les compagnies de téléphonie. Dans les derniers mois, les tribunaux sont intervenus à plusieurs reprises pour bloquer l'installation d'une nouvelle antenne en évoquant des craintes pour la santé.

C'est dans ce contexte de plus en plus tendu que le gouvernement a décidé de tenir un sommet regroupant les ONG, les syndicats et les opérateurs de téléphonie, qui nient tout risque pour la santé des citoyens.

« Le principal enjeu est de répondre à l'inquiétude... même si cette inquiétude n'a pas de fondement scientifique », a déclaré à l'ouverture des travaux le directeur général de l'Association française des opérateurs mobiles, Jean-Marie Danjou.

M^{me} Le Calvez pense que les opérateurs rechignent à réviser l'organisation de leur réseau pour éviter des coûts importants. « Ils font de gros bénéfices... La santé publique mérite bien quelques efforts », ironise-t-elle.



PHOTO ARCHIVES BLOOMBERG
François Bayrou met la table pour la prochaine présidentielle.

Bayrou compare Sarkozy à un « enfant barbare »

D'APRÈS AFP

PARIS — Le centriste François Bayrou a publié hier *Abus de pouvoir*, un pamphlet au vitriol contre le président Nicolas Sarkozy, comparé à un « enfant barbare », et qui se veut une nouvelle étape dans sa stratégie de conquête du pouvoir en 2012.

Celui qui se pose en premier opposant de M. Sarkozy fustige l'« égocratie » d'un président qui gouverne à la première personne et « aime se mettre en scène comme un surhomme ».

« Le président de la République actuel a un plan. Il nous conduit là où la France a toujours refusé d'aller » et « il le fait sans mandat », affirme le président du Mouvement démocrate (MoDem) et ex-candidat à la présidentielle.

M. Bayrou estime que ce régime s'appuie sur une « idéologie de l'argent, présenté comme valeur », une « idéologie souterraine de la distraction du citoyen à coup de peopolisation », sur « des réseaux d'intérêts puissants », et des « médias sous influence ».

« Je n'ai pas à commenter ça, on est en démocratie, chacun dit ce qu'il croit devoir dire et les Français choisiront », a réagi Nicolas Sarkozy, en marge d'un déplacement en Haute-Savoie.

Le « traité de paix » boomerang

Deux mois après avoir fait la paix avec les talibans, le gouvernement pakistanais déchanté

Lorsque le gouvernement pakistanais a signé une entente « de paix » avec les talibans en février, leur permettant de contrôler la vallée du Swat dans le nord-ouest du pays, les militants des droits de l'homme ont mis en garde les autorités contre ce pacte avec le démon. Il semble que le gouvernement d'Islamabad soit maintenant de leur avis. Depuis mercredi, l'armée pakistanaise mène une offensive militaire contre le mouvement islamiste qui a violé l'entente et étendu son pouvoir dans d'autres régions. La société civile est loin d'y voir la meilleure solution. Entrevue avec Saba Gul Khattak, ancienne directrice de l'Institut sur les politiques en développement durable d'Islamabad.

LAURA-JULIE PERREAULT

Q De l'Occident, on a l'impression que les talibans sont en train de prendre le contrôle du Pakistan. Hier, notamment, le département d'État américain écrivait dans une note interne que les talibans pakistanais ont aidé Al-Qaeda, « menace terroriste n° 1 », à se retenir des forces. Quelle est votre perception ?

R La société civile est très inquiète de la perte de contrôle très rapide des autorités pakistanaises dans le nord-ouest du pays. Le Pakistan a la septième armée du monde. Comment peut-on expliquer que l'État ait dû signer un pacte avec un groupe de militants armés pour amener la paix dans le nord du pays ? Depuis deux ou trois jours, on voit qu'ils essaient de reprendre le contrôle grâce à des opérations militaires. Malheureusement, ça se fait dans la violence plutôt que la négociation. Les civils sont les premiers à payer le prix.



PHOTO ADREES LATIF, REUTERS
Des femmes pakistanaises, couvertes d'une burqa, fuient le nord-ouest du Pakistan avec leurs enfants. L'armée pakistanaise y mène depuis mercredi une offensive militaire contre les talibans pakistanais. Ces derniers ont violé les termes d'un pacte de paix signé avec le gouvernement central. Les tensions entre le groupe islamiste et l'armée ont entraîné le déplacement de près d'un million de personnes.

Q Pouvez-vous nous décrire la situation sur le terrain ?

R Elle est pire qu'au lendemain du tremblement de terre de 2005. Il y a au moins un million de déplacés. Dans les derniers jours seulement, des dizaines de milliers de personnes ont dû fuir leurs maisons pour échapper aux opérations militaires. Dans la vallée du Swat (où les talibans pakistanais font la loi), plus de 7000 maisons ont été brûlées. Les champs ont été ravagés et les écoles détruites. La vie des gens a été saccagée.

Q Beaucoup de gens ont fui la vallée, mais d'autres y vivent toujours, dans quelles conditions ?

R Les militants des droits de l'homme qui y travaillent

ont peur pour leur vie. On leur dit tous les jours que s'ils font mal paraître les talibans, ils devront payer pour. Des centaines d'élus locaux ont été tués au cours des derniers mois. La population, elle, fait face à la même situation que sous le régime taliban de l'Afghanistan des années 90. Les hommes doivent laisser leur barbe pousser, les femmes ne peuvent plus sortir de chez elles. Les minorités religieuses doivent payer une taxe. Rien de tout cela ne va : nous sommes tous des citoyens pakistanais, l'État doit faire respecter la même loi pour tous.

Q Avant la signature du traité de paix, la population vivait dans le chaos. Le conflit entre l'ar-

mée et les groupes insurgés allait de mal en pis. Le gouvernement avait-il d'autres choix que de signer le traité de paix avec les talibans pakistanais ?

R Il y avait beaucoup d'autres options. Ce « traité » n'a pas amené la paix, mais a permis aux insurgés de se regrouper. Ils essaient depuis d'étendre leur pouvoir. Au lieu de signer un traité, le gouvernement central aurait dû écouter depuis longtemps les gouvernements locaux et aurait dû leur donner les moyens de soutenir la sécurité des communautés. Ils auraient dû s'inquiéter quand des représentants locaux ont été tués les uns après les autres. En temps de crise, il faut mettre les différences politiques de côté et travailler main dans la main.

PAYS-BAS > ATTAQUE CONTRE LA FAMILLE ROYALE



PHOTO ROBIN UTRECHT, AP



PHOTO ROBIN UTRECHT, AP



PHOTO PATRICK VAN KATWIJK, AFP

APELDOORN — Cinq personnes ont été tuées et 13 blessées après avoir été renversées par une voiture qui a probablement foncé délibérément sur la foule aux Pays-Bas, dans ce qui pourrait être une attaque contre la famille royale présente à la Fête de la reine. « Nous avons de bonnes raisons de penser qu'il s'est agi d'un acte délibéré », a déclaré Ludo Goossens, représentant du parquet, lors d'une conférence de presse à Apeldoorn, dans le centre des Pays-Bas. Le conducteur, un Néerlandais de 38 ans, a été placé sous mandat d'arrêt et est suspecté d'avoir voulu mener une « attaque contre la famille royale », selon les services du procureur. La voiture a renversé plusieurs personnes avant de finir sa course contre le socle d'un monument, sous les yeux de plusieurs membres de la famille royale néerlandaise, dont la reine Beatrix, le prince héritier Willem-Alexander et sa femme Maxima, qui se trouvaient sur le toit ouvert d'un car. Sous le choc, ils ont vu les secouristes se précipiter vers les blessés qui gisaient à terre. La Fête de la reine, qui commémore depuis 1949 l'anniversaire de la reine défunte Juliana, la mère de Beatrix, est célébrée dans tout le pays, mais surtout à Amsterdam. — AFP

ITALIE

Trop de « jolis corps » autour de Berlusconi?

LOUISE LEDUC

Imaginez Michèle Dionne ou Laura Harper monter au créneau et dénoncer très publiquement leurs maris qui s'apprêteraient à nommer aux postes les plus prestigieux des candidates plus réputées pour leurs formes pulpeuses que pour leurs états de service.

C'est ce qui arrive – encore – au président Silvio Berlusconi dont la rumeur voulait qu'il voyait – encore – de « drôles de dames » (dixit *Libération*) dans sa soupe, cette fois à titre de candidates aux élections européennes.

C'en a été trop pour la première dame d'Italie, Veronica Lario, elle-même une ex-actrice, de 20 ans la cadette de Silvio Berlusconi.

Mardi, elle a envoyé un courriel à l'agence de presse nationale dans lequel elle écrivait: « La présence de belles femmes en politique n'est ni un défaut ni une qualité. Mais ce qui ressort aujourd'hui, c'est l'impudence et le manque de retenue du pouvoir qui porte atteinte à la crédibilité de toutes les femmes et plus particulièrement de celles qui ont toujours été en première ligne pour défendre leurs droits. »

La veille, la politologue Sofia Ventura dénonçait dans un journal italien la « politique de visages, de jolis corps et de C.V. vides » préconisée par M. Berlusconi.

Le président a répliqué, disant que « Madame avait été victime des ragots de la presse de gauche » et que sur le fond, il serait « absurde » d'écarter de la politique des femmes parlant plusieurs langues et ayant plusieurs diplô-

mes simplement parce qu'elles ont fait de la télévision ou ont été dans le showbiz.

Finalement, alors que la presse italienne avait prédit que quatre candidates issues du monde du spectacle seraient de la liste pour les européennes, une seule d'entre elles y figure: Barbara Matera, âgée de 27 ans, ex-finaliste au concours de Miss Italie, ex-présentatrice de télévision et diplômée en sciences de la formation.

Ce n'est pas la première fois que M. Berlusconi recrute du côté des candidates au concours Miss Italie et que cela le met dans l'embarras. En janvier 2007, cette fois aussi par l'entremise de la presse, sa femme avait exigé des excuses publiques de son mari après qu'il eut déclaré à propos de Mara Carfagna, arrivée sixième au concours Miss Italie 1997 et aujourd'hui ministre de l'Égalité des chances: « Si je n'étais pas déjà marié, je vous épouserais tout de suite, avait-il alors lancé. Avec vous, j'irais n'importe où. »

L'actuelle secrétaire d'État au tourisme, Michela Vittoria Brambilla, est elle aussi une ancienne participante au concours de Miss Italie.

M. Berlusconi, qui aime à se décrire comme un chaud lapin, pourra toujours trouver consolation en comparant sa situation à celle du premier ministre du Kenya. Sa femme a annoncé publiquement qu'elle allait participer au mouvement d'abstinence sexuelle d'une semaine pour protester contre les querelles incessantes et jugées futiles entre le premier ministre kényan et le président kényan.

— Avec l'AFP



PHOTO SUSAN WALSH, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

La première dame d'Italie, Veronica Lario, défraie la chronique ces jours-ci alors qu'elle a écrit dans les médias en lien avec la présence de plusieurs candidates aux élections européennes plus connues pour leur beauté que pour leur compétence. « La présence de belles femmes en politique n'est ni un défaut ni une qualité. Mais ce qui ressort aujourd'hui, c'est l'impudence et le manque de retenue du pouvoir qui porte atteinte à la crédibilité de toutes les femmes et plus particulièrement de celles qui ont toujours été en première ligne pour défendre leurs droits », a-t-elle écrit.

GUANTÁNAMO

Le casse-tête d'Obama

Jusqu'à 100 détenus pourraient n'être ni libérés ni poursuivis

D'APRÈS AFP

WASHINGTON — Entre 50 et 100 détenus de Guantánamo sont jugés trop dangereux pour être libérés mais sans qu'il soit possible de les inculper, selon le secrétaire américain à la Défense, qui met le doigt sur une inextricable situation juridique et diplomatique pour l'administration Obama.

« La question est de savoir ce que nous allons faire des 50 à 100 (détenus) que nous ne pouvons ni libérer ni juger » devant des tribunaux américains, qu'ils soient civils ou militaires, a-t-il affirmé hier lors d'une audition au Congrès.

« Très peu de détenus pourront être poursuivis parce que les preuves contre eux sont très fragiles. »

M. Gates a dans le même temps demandé au Congrès un budget exceptionnel de 50 millions de dollars « qui nous permettrait d'entreprendre des constructions si nous en avions besoin pour ces détenus ».

Le président Barack Obama a décrété la fermeture du centre de détention de Guantánamo d'ici janvier 2010, cette enveloppe pourrait financer la construction d'une nouvelle aile au sein d'un prison américaine existante pour recevoir des détenus, a précisé un responsable militaire sous le couvert de l'anonymat.

Tout en précisant que le ministère de la Justice était chargé de réexaminer la totalité des dossiers des détenus, un par un, le secrétaire à la Défense a assuré que « nous avons commencé à discuter cette semaine des détenus qui ne peuvent être transférés vers d'autres pays et ne peuvent être traduits devant des cours fédérales ».

Interrogé par l'AFP, un porte-parole du ministère américain de la Justice a refusé de commenter les propos de M. Gates. Le ministère de la Justice demande au Congrès 30 millions pour mener à bien cette tâche.

L'existence d'une « troisième » catégorie de détenus faisait déjà partie de la rhétorique du Pentagone sous l'administration Bush, observe Sharon Bradford Franklin, experte auprès du Constitution Project à Washington.

Mais, « comment sait-on que quelqu'un est dangereux », objecte-t-elle. « Si c'est à partir d'éléments recueillis sous la torture, nous savons que ce n'est pas entièrement fiable et si ce n'est pas sur cette base, s'il existe des preuves crédibles, alors ne devrions-nous pas les réunir et être en mesure d'inculper cette personne? », explique-t-elle.

« Très peu de détenus pourront être poursuivis » parce que les preuves contre eux sont très fragiles, estime de son côté le major Barry Windgard, qui défend Fayiz al-Kandari, un Koweïtien inculpé de « complot » et de « soutien matériel au terrorisme ». En 25 ans de carrière, il certifie n'avoir « jamais vu des éléments à charge aussi fragiles pour justifier une incarcération illimitée ».



GEOX.COM - SONT LES MARQUES ENREGISTRÉES DE GEOX SPA

FEMME ROXY

LA CHAUSSURE QUI RESPIRE

GEOX
RESPIRA

Trouvez le détaillant GEOX le plus près de chez vous : visitez geox.com ou appelez 1-866-454-GEOX (4369)

170949A

ÉDITORIAUX

Retirez-vous, M. Tremblay



nathalie.collard@lapresse.ca

NATHALIE COLLARD

Les scandales qui secouent l'administration Tremblay minent la confiance des Montréalais envers leur maire et l'administration municipale dans son ensemble. L'ampleur des dégâts affaiblit la position de Montréal et remet en question le jugement de Gérard Tremblay à titre de maire de Montréal. Nous sommes le 1^{er} mai. Les élections municipales auront lieu dans six mois, jour pour jour. M. Tremblay devrait annoncer qu'il ne sollicitera pas un autre mandat.

Les faits révélés par les médias au cours des dernières semaines sont accablants. Les rapports du vérificateur général aussi.

Au cours des derniers mois, nous

Le maire n'a plus la crédibilité nécessaire pour aspirer à un troisième mandat.

avons été informés des séjours de l'ancien président du comité exécutif de Montréal, Frank Zampino, sur le yacht de l'homme d'affaires Tony Accurso.

M. Zampino a fait une intervention au conseil municipal pour défendre l'intégrité du processus d'octroi du contrat des compteurs d'eau. Ce contrat a été accordé au consortium GÉNIEAU, codirigé par M. Accurso.

Nous avons également découvert que le changement de statut de la SHDM a été effectué sans l'accord du ministre des Affaires municipales et sans l'accord de la directrice des affaires juridiques de la Ville. Ce changement de statut a permis au directeur général de la SHDM, Martial Fillion, d'agir avec beaucoup de latitude, selon un rapport de la firme Deloitte qui confirme de nombreuses irrégularités dans la gestion de M. Fillion.

Des règles à revoir



apratte@lapresse.ca

ANDRÉ PRATTE

Investissement Québec affirme que contrairement aux allégations du député péquiste François Legault, les gestionnaires de deux fonds d'intervention économique régionaux (FIER), des sympathisants libéraux, ont respecté les règles en vigueur. Ces FIER ont investi une part substantielle de leurs fonds hors de leur région cible et dans des entreprises dont les deux gestionnaires sont actionnaires.

C'est la désinvolture du gouvernement Charest qui donne prise aux attaques de l'opposition.

Le ministre du Développement économique, Raymond Bachand, a raison de déplorer que le Parti québécois saute aussi rapidement aux conclusions. Mercredi, M. Legault a accusé l'ancien organisateur libéral Pietro Perrino et Valier Boivin, qu'on dit également proche du PLQ, d'être « carrément en conflit d'intérêts ». Il les a aussi accusés d'avoir agi « en contravention avec les règles d'Investissement Québec ». On souhaiterait que le député de Rousseau, compte tenu de son expérience des affaires et du gouvernement, fasse preuve de plus de retenue.

Cela dit, M. Legault pose des questions légitimes. Et il a raison de dire que « personne qui a un peu de bon sens » ne trouvera normal qu'un fonds censé aider l'écono-

me dernier était proche du maire Tremblay: il a été son chef de cabinet en plus d'être le conjoint de la vice-présidente du comité exécutif de la Ville, Francine Sénécal.

Dans le cas de la gestion du projet Contrecoeur par la SHDM, les faits sont tellement troublants que le vérificateur général a recommandé la tenue d'une enquête policière.

Le même vérificateur général a soulevé des irrégularités dans 20 autres transactions immobilières menées par la SHDM.

L'enquête policière révélera peut-être d'autres faits troublants. Elle mènera peut-être à des accusations. Ou pas. À l'heure actuelle, il y a toutefois suffisamment de faits connus pour remettre en question le jugement du maire Tremblay. Sa tâche principale consiste à veiller au bon fonctionnement de la Ville. Or M. Tremblay a toujours affirmé qu'il n'était pas au courant de ce qui se passait à la SHDM. Il n'était pas au courant des voyages de son bras droit. Il a failli à sa tâche. Il n'a pas été vigilant,

n'a pas suivi attentivement la conduite de deux projets d'envergure, soit le contrat des compteurs d'eau et le projet Contrecoeur. On ne s'attend pas à ce que le maire de Montréal sache tout ce qui se passe dans les moindres détails, et ce, dans tous les services de la Ville. On s'attend toutefois à ce qu'il suive de près des dossiers qu'il a identifiés comme étant prioritaires pour son administration. On s'attend également à ce qu'il sache s'entourer de gens de confiance. Si M. Tremblay avait fait preuve d'un tel aveulement comme chef d'entreprise ou comme ministre, il aurait déjà quitté son poste.

M. Tremblay est un homme bienveillant qui a montré à plusieurs reprises son attachement pour Montréal. Il n'a toutefois plus la crédibilité nécessaire pour aspirer à un troisième mandat.

Il faut un autre maire pour diriger la Ville.

M. Tremblay devrait donc dès maintenant laisser la voie libre afin qu'un ou des candidats d'envergure puissent prendre une décision et faire le saut à temps pour le prochain rendez-vous électoral.

mie d'une région puisse investir jusqu'à la moitié des sommes disponibles dans d'autres régions. Il saute aux yeux aussi que deux FIER ne devraient pas investir l'essentiel de leur argent dans les mêmes entreprises, comme c'est le cas pour les Fonds gérés par MM. Perrino et Boivin. D'autant plus que ceux-ci sont actionnaires des sociétés en question.

Si les règles actuelles permettent de telles incongruités, il faut changer les règles. En outre, à une époque où la gouvernance a pris une importance sans précédent, le gouvernement devrait encadrer de façon beaucoup plus stricte la composition des conseils d'administration et des comités d'investissement des FIER.

Il ne s'agit pas d'accuser MM. Perrino et Boivin d'avoir indûment tiré profit de la situation. Si les FIER sont financés aux deux tiers par des fonds publics, les deux hommes d'affaires ont eux-mêmes investi des sommes substantielles dans des entreprises en démarrage, prenant ainsi un risque important. Ils ont aussi attiré dans ces FIER des capitaux privés significatifs, ce que d'autres FIER ont toutes les misères du monde à faire.

Néanmoins, au bout du compte, les apparences sont troublantes et nuisibles pour tous les intéressés. Elles le sont d'autant plus que d'autres libéraux connus font partie de la direction d'Investissement Québec et du conseil chargé de superviser les activités des FIER.

Le gouvernement Charest déplore, à juste titre, le salissage généralisé auquel se livre le Parti québécois. Il doit pourtant admettre que l'opposition officielle n'a pas toujours tort. Et que c'est sa propre désinvolture – un mal auquel finit toujours par succomber le parti au pouvoir – qui donne prise à de telles attaques.



serge.chappleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

OPINION

Les 100 jours de Michelle Obama

La première dame des États-Unis incarne le féminisme de la compassion: une éthique du soin des autres

YOLANDE COHEN
 L'auteure est historienne à l'UQAM.

Si l'on en croit les journalistes et les faiseurs d'image, Michelle Obama aurait subi une transformation radicale pour se faire aimer par le public américain et devenir la star internationale acclamée partout dans le monde.

Elle aurait troqué ses habits de *black angry woman* qu'elle aurait été à Chicago contre ceux plus *soft* (et pastels), de la maman aimante et généreuse qui soutient son mari dans les moments difficiles, qui s'occupe de ses filles et de son potager (bio), en plus de défendre une cause humanitaire (à définir) pour marquer son passage à la Maison-Blanche. Sans

La compassion est entrevue comme une éthique du care, de la reconnaissance de leurs besoins et du partage du pouvoir avec les autres, plutôt que sur eux ou contre eux.

compter qu'elle a dû abandonner son poste de vice-présidente aux affaires de l'Université de Chicago pour suivre son mari à Washington!

Et les journalistes de se demander ce qu'est le féminisme devenu, et si la conquête du pouvoir politique n'oblige pas des femmes, émancipées et sûres d'elles comme Michelle Obama, de transiger avec leurs principes égalitaires pour y accéder.

Certes, le rôle de la première dame implique la plupart du temps de mettre en œuvre ces qualités féminines et maternelles qu'en d'autres lieux Michelle Obama aurait reléguées au vestiaire. Mais il n'est pas indifférent qu'elle se pare de ces habits-là. Car elle s'inscrit dans une tendance lourde qui, ces dernières années, témoigne de la résurgence de ces qualités maternelles comme

un des éléments de la politique pratiquée par des femmes.

Avant elle, Ségolène Royal a dû essuyer les critiques virulentes de certaines féministes françaises pour s'être commise en affichant publiquement son attachement à son rôle de mère, et sur le fait qu'elle en faisait la référence fondamentale de son expérience dans la vie pour briguer les suffrages populaires.

C'est aussi la référence à la fameuse sacoche de Monique Jérôme-Forget: la métaphore de l'ex-ministre des Finances renvoyait au caractère rassurant de la mère de famille qui tient les cordons de la bourse et ne dépense rien qui ne soit indispensable à son bien-être.

Le rôle public des femmes et leur émancipation se sont construits comme une extension de leurs fonctions maternelles tout au long du XX^e siècle. Dans la plupart des grands pays occidentaux, et de façon presque simultanée au tournant du siècle dernier, les pionnières de la première vague de revendications féministes étaient des moralistes (militantes pour l'abolition de la prostitution, pour la tempérance et l'hygiénisme) en même temps et pour les mêmes raisons qu'elles étaient des suffragistes (en participant au vote, elles contribueraient à assainir la scène publique, dépravée). Leur rôle de mère était le fondement à partir duquel étaient revendiqués, et souvent obtenus, leurs nouveaux droits.

L'assignation des femmes à la famille et à la procréation, bien que largement remise en cause par la découverte de la pilule contraceptive et par l'entrée massive des femmes dans le marché de l'emploi salarié, deviennent les cibles des revendications féministes égalitaires. Dès lors, ces deux logiques vont se rejoindre pour donner naissance à la deuxième grande vague féministe des années 70. Rejetant d'emblée toute association avec les mouvements maternalistes, le mouvement féministe égalitaire gardera ses distances face à ses origines pour s'affirmer comme l'unique prétendant à l'émancipation des femmes.



PHOTOCHARLES DHARAPAK, AP

Michelle Obama s'inscrit dans une tendance lourde qui, ces dernières années, témoigne de la résurgence des qualités maternelles comme un des éléments de la politique pratiquée par des femmes.

Plus récemment, une vision féministe contemporaine plus nuancée alimente désormais le débat. C'est un féminisme de la compassion qui vise à l'émancipation des hommes et des femmes en faisant des qualités autrefois attribuées aux mères des valeurs universelles du *care* dans un monde vulnérable. La compassion y est entrevue comme une éthique du *care* ou du soin aux autres, de la reconnaissance de leurs besoins et du partage du pouvoir avec les autres, plutôt que sur eux ou contre eux.

Nouvelle utopie? En tout cas, les gens ne s'y trompent pas, puisqu'ils choisissent de plébisciter des femmes et aussi des hommes, comme Barack Obama, qui font de cette nouvelle éthique du *care* leur credo politique. Michelle Obama peut continuer de cultiver son jardin et en partager les fruits (et légumes): c'est sa politique pour changer la Terre!

PARTICIPEZ AU BLOGUE DE L'ÉDITO

www.cyberpresse.ca/edito

ARIANE KROL

> Trouvez un nom pour cette grippe



FORUM

Exclusivement sur cyberpresse

ÉDUCATION

> Décrochage: le privé doit être un chef de file

cyberpresse.ca/dcrochage

FORUM

L'effet Ignatieff



ALAIN DUBUC
adubuc@lapresse.ca

COLLABORATION SPÉCIALE

Pour la première fois depuis cinq ans, les libéraux fédéraux sont plus populaires que le Bloc québécois. Selon le sondage CROP-*La Presse* publié mercredi, le PLC obtient 37 % des intentions de vote, contre 31 % pour le BQ. Le revirement est spectaculaire et l'avance libérale est significative. Mais est-elle durable ?

Cette remontée des libéraux au Québec repose sur un élément plus solide et plus durable, que l'on pourrait décrire comme un retour à la normale.

On pourrait, au premier abord, voir ce succès comme la résultante de facteurs conjoncturels. Un effet récession, qui favorise les partis de l'opposition au détriment du gouvernement. Et un effet Ignatieff, le sursaut temporaire de popularité dont jouit tout nouveau chef.

Cette remontée des libéraux, à mon avis, repose sur un élément plus solide et plus durable, que l'on pourrait décrire comme un retour à la normale. L'arrivée du nouveau chef marque l'aboutissement d'un processus qui permet en fait au Parti libéral du Canada de retrouver la place qui lui revient sur l'échiquier politique québécois.

Pour mieux comprendre ce qui se passe maintenant, il faut faire un bref retour en arrière. Quand Paul Martin a remplacé Jean Chrétien, les libéraux dominaient au Québec, avec 50 % ou plus des intentions de vote. Les bloquistes allaient si mal, avec 33 % des voix, qu'on parlait de leur disparition prochaine. Mais le scandale des commandites, fin 2003 et début 2004, a cassé les reins des libéraux. Leur appui a chuté de 17 points, à 34 %, le Bloc revigoré est remonté à 49 %. Un choc dont le PLC ne s'est jamais remis.

L'autre choc, ce fut la remontée des conservateurs, qui ont eux aussi profité du scandale des commandites, qui ont réussi à s'affirmer comme parti de pouvoir, et surtout, qui ont fait des gains grâce aux ouvertures de Stephen Harper envers le Québec. Entre 2004 et 2006, les conservateurs ont triplé leur score au Québec, en passant de 9 % à 25 %, des voix surtout prises au PLC.

L'arrivée de Stéphane Dion n'a rien changé. Ce politicien, très impopulaire au Québec, l'est resté. L'effet Dion a été minimal et bref. L'appui aux libéraux est passé à 29 %, pour retomber à 20 % deux mois plus tard. Voyons ce court passage comme un intermède peut-être nécessaire.

Ce à quoi on assiste maintenant, c'est d'abord que le chapitre du scandale des commandites est bel et bien clos. Le temps a fait son œuvre et le leadership du PLC s'est à ce point renouvelé que ces événements ne peuvent plus lui être associés.

L'autre phénomène, c'est l'effondrement au Québec du Parti conservateur. Une chute qui s'explique peut-être par la conjoncture, mais tient bien davantage à des considérations idéologiques : l'hyperconservatisme du gouvernement Harper, dans les arts, l'environnement, l'économie, et bien sûr, la fin du flirt avec le Québec. La récession y est sans doute pour quelque chose, mais cela aurait pu tout autant profiter aux bloquistes.

C'est dans ce contexte favorable que Michael Ignatieff a pris la direction du PLC. Mais il apporte trois choses qui permettent de renforcer ces acquis. D'abord, son autorité morale. Ensuite, son ouverture au Québec ; c'est lui qui a amorcé la reconnaissance du Québec comme nation. Enfin, une capacité d'incarner ce que le Parti libéral doit être, un parti de centre, avec des politiques équilibrées, plus proche du « mainstream » québécois, un parti plus interventionniste que celui des idéologues conservateurs, dans une période où l'intervention, en économie et en environnement, paraît souhaitable.

Voilà pourquoi le succès des libéraux ne ressemble pas à un feu de paille. On ne sait pas jusqu'où cela va mener le PLC, mais on voit déjà que l'échiquier politique s'est transformé et que le Québec est revenu, au niveau fédéral, à une forme de bipartisme où libéraux et bloquistes s'affronteront pour être le numéro un.



PHOTO ISRAEL LEAL, ASSOCIATED PRESS

Les grands transporteurs aériens canadiens ont suspendu leurs vols à destination et en provenance du Mexique jusqu'au 1^{er} juin, notamment pour Cancún (photo), au sud du pays, qui subit les contrecoups de la grippe porcine, essentiellement concentrée à Mexico.

PAUVRE MEXIQUE!

Que fait-on pour féliciter le pays d'agir avec détermination contre la grippe porcine? On tue son tourisme!

GUY R. BEAUCHAMP



Homme d'affaires, l'auteur habite le Mexique depuis 2002.

C'est réussi, je ne fermerai pas l'œil de la nuit tellement je suis excédé par l'hystérie collective propagée par les médias de masse canadiens et américains relativement à la grippe porcine.

Toute la journée, je me suis promené entre RDI et CNN qui montrent le Mexique comme la terre d'écllosion d'une terrible pandémie menaçant la population mondiale. Le comble a été atteint lorsque j'ai appris qu'Ottawa invitait les Canadiens à éviter tout voyage au Mexique. Pas juste dans la ville de Mexico, mais bien dans tout le Mexique. Pourtant, il n'y a toujours aucun cas répertorié de grippe porcine ici dans le sud du Mexique, pas un seul!

Malgré le fait qu'on ne parle que de ce sujet ici – ce qui encourage tout ce qui a d'hypocondriaques à se ruer dans les hôpitaux du coin pour jurer qu'ils ont bel et bien les symptômes – pas un seul cas n'a été retenu. Malgré aussi le fait que le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande à tous les pays membres de ne pas céder à la panique en fermant les frontières ou en annulant les liaisons aériennes. Malgré le fait, enfin, qu'aucun des cas répertoriés au Canada

n'est suffisamment critique pour mériter autre chose que de s'astreindre à couvrir sa misérable petite grippe en sirotant une ponce au gros gin et en se gavant de soupe aux nouilles et poulet à la maison.

Alors, que font nos grands transporteurs aériens? Ils suspendent sauvagement tous les vols à destination et en provenance du Mexique jusqu'au 1^{er} juin, notamment à Cancún/Riviera Maya!

J'exagère, allez-vous me dire. Aux nouvelles, on fait état d'une pandémie en développement. Savez-vous ce que c'est qu'une pandémie? C'est un gros mot effrayant signifiant tout simplement qu'un virus se propage dans plusieurs parties du monde, comme cela arrive régulièrement avec toutes les maladies tous les ans. D'ailleurs, saviez-vous que chaque année, entre 250 000 et 500 000 personnes dans le monde meurent des suites d'une grippe, toutes souches confondues?

Mais, allez-vous me dire, cette grippe porcine est différente, car elle a fauché des centaines de personnes en parfaite santé et dans la fleur de l'âge dans la seule ville de Mexico. Je me suis donné la peine d'aller aux sources (le site web de l'OMS): on parle de seulement sept décès directement reliés à la grippe porcine dans une ville qui compte une population aussi importante que l'ensemble du Canada.

Si ce n'est pas si grave, me direz-vous, pourquoi le gouvernement mexicain a-t-il fermé toutes les écoles, annulé tous les rassemblements publics et fait de Mexico

une ville déserte? C'est simple: en déployant tous les moyens pour éviter la propagation rapide d'une nouvelle souche de grippe, le gouvernement mexicain veut démontrer qu'il est un membre responsable de l'OMS. Les autorités mexicaines ont tout fait ça pour rassurer le monde, pour montrer qu'elles pouvaient faire leur part malgré le fait qu'il n'y a eu que sept décès, infiniment en deçà des ravages des gripes existantes.

En déployant tous les moyens pour éviter la propagation rapide d'une nouvelle souche de grippe, le gouvernement mexicain veut démontrer qu'il est un membre responsable de l'OMS.

De plus, le Mexique cherche désespérément à protéger sa plus importante source de revenus après le pétrole, le tourisme. Que fait-on pour féliciter le pays d'agir avec autant de détermination? On tue sa source de revenus en le boycottant comme destination touristique... Bravo!

Alors, Louis-Georges Lavoie, la prochaine fois qu'une nouvelle souche de grippe prendra naissance dans une destination dépendant du tourisme, ne croyez-vous pas qu'elle sera tentée de camoufler le tout et de prétendre que le virus vient d'ailleurs?

GÉRALD TREMBLAY DANS LA TOURMENTE

FORUM@LAPRESSE.CA

Place aux jeunes loups

Pas très rassurant, en pleine controverse, de voir le maire de sa ville se laver les mains de tout, alors qu'il devrait les avoir bien installées sur le gouvernail. Quel triste spectacle offre cet homme hésitant, cherchant l'arbre ou le bouc émissaire assez gros pour assurer son immunité. Montréal, une ville devenue île flottante qui partirait à la dérive si elle n'était coincée entre les berges d'un cours d'eau. On compare la responsabilité du maire à la responsabilité ministérielle, où le ministre, sans être personnellement coupable, doit tout de même assumer les erreurs commises par son ministère. M. Tremblay, ancien ministre, connaît forcément cette nuance. Parmi les jeunes loups et louves, si habiles et vigilants dans le rôle de critiques de notre communauté, j'aimerais bien en voir quelques-uns prendre d'assaut la mairie, en chasser la mafia et autres parasites, pour nous faire briller cette ville et lui faire enfin remplir toutes ses promesses.

France Marcotte, Montréal

Le maire devrait démissionner

Merci à *La Presse* de mettre en lumière les scandales à Montréal. Quel gâchis de constater que ma ville n'est pas dirigée. Un maire qui devrait démissionner plutôt que de s'en laver les mains. Comme propriétaire, je constate que mes taxes semblent profiter plus aux entreprises qu'aux citoyens. Mais je me console, les nids-de-poule sont gratuits. Peut-être qu'une tutelle et une grande enquête publique servirait le bien public. Parfois, je rêve et aime à penser que l'ancienne ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, Louise Harel, aimerait

revenir à la politique active pour diriger et reprendre en main notre grande ville...

Alain Landry, un propriétaire qui espère un avenir meilleur

Une commission d'enquête



ministre Alexandre Taschereau. Curieusement, c'est encore une fois un représentant du cirque libéral.

Louis-Georges Lavoie, Montréal

Il ne sait pas...

Dans les cours de management, les dirigeants d'entreprises étaient classés en deux catégories, ceux qui « make things happen » et ceux qui « watch things happening ». Il me semble qu'avec les déboires continus de l'administration de la Ville de Montréal et les explications de notre maire, une troisième catégorie de dirigeants devrait être retenue: ceux qui « don't know what is happening ».

Jean Vulgarides, Montréal

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070 commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816 deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320 carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

CONSULTATION DE DÉCORATION À DOMICILE



514 331.5260

ext. 231

GRATUITE ET SANS OBLIGATION !

ÉPARGNEZ JUSQU'À 40%

Sur tous les habillages de fenêtres !

Stores • Toiles • Draperies sur mesure • Valances • Couvre-lits • Recouvrement • Quincaillerie



Hunter Douglas

OFFRE PRIME!

GRATUIT
Une carte-cadeau
Linen Chest

avec achat minimum de 500 \$
d'habillages de fenêtres*

d'une valeur de

100\$

*1 par client ou par maison. Ce coupon doit être présenté au moment de l'achat. La carte-cadeau sera donnée après le paiement complet de la facture et doit être utilisée pour des achats subséquents. Offre valide jusqu'au 24 mai 2009.

POURQUOI LE SERVICE À DOMICILE?

ÉPARGNEZ TEMPS, ARGENT ET INQUIÉTUDE!

- Permettez à Linen Chest de vous présenter sa salle de montre à domicile afin de vous aider à trouver la solution parfaite basée sur vos besoins particuliers.
- Nos décorateurs chevronnés de notre Service à domicile vous assisteront dans la création de la pièce de vos rêves, et ce, gratuitement.
- Mesures et installation professionnelles, vous n'avez pas à vous préoccuper de prendre les mesures et ainsi éviter de peut-être faire de mauvais calculs.
- Tous nos prix sont appuyés par notre politique des plus bas prix garantis pour toute l'année.
- Linen Chest s'est mérité pour la 20^e année consécutive le prix Or du Choix du Consommateur dans la catégorie Parures de fenêtres.

POLITIQUE DE PRIX

1 AN
GARANTI



Le Vrai HD
Hunter Douglas

stores et parures de fenêtres



LINEN CHEST

parce que l'on est bien chez soi !

13 MAGASINS POUR MIEUX VOUS SERVIR ! Téléchargez notre brochure au www.linenchest.com

Non applicable sur les achats antérieurs. Certaines conditions s'appliquent. Détails en magasin. L'offre se termine le 24 mai 2009.